

# Tribune socialiste

N° 382 / 26 SEPTEMBRE 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



## Agriculture ou la politique caméléon

Yves Tavernier

## Edgar Faure : la lettre contre l'esprit

Jacqueline Giraud

## La révolution impossible

Georges Ducarroy

## L'agonie d'un tyran

Michel Lange

## Le 11 juin à Sochaux

Philippe Laubreaux

## A TROP RASSURER LES NOTABLES

**Christian Guerche**

Il ne se passe plus de semaine sans qu'un ministre n'évoque la réforme régionale. Pas toujours sur le même ton. Loin s'en faut. Il est vrai que chacun peut s'abriter derrière les ambiguïtés du général de Gaulle lui-même lors de sa conférence de presse. Sans parler du face à face de Couve de Murville, dans lequel le Premier Ministre sur le ton terne qui lui est propre, a émis quelques propos sentencieux, aussi vides de précisions que de perspectives.

La participation étant devenue la tarte à la crème gouvernementale, force est à tous les ministres d'y faire référence. Sans que pour autant, le contenu de celle-ci soit le même pour chacun de ceux qui l'évoquent.

Il se déroule ici le même phénomène que pour la loi d'orientation d'Edgar Faure. Une certaine volonté de réforme se heurte rapidement à l'opposition de la majorité des élus de la très réactionnaire U.D.R. Dès

lors on compose, et on habille de mots les reculs du ministre responsable et de l'Elysée lui-même. Le général de Gaulle nous dit-on couvre Edgar Faure. Mais lequel ? Celui qui parlait à l'Assemblée nationale il y a quelques semaines, ou celui qui maintenait les morceaux de sa réforme au Congrès de la Baule.

Il en est de même pour la réforme régionale. Entre les propos tenus par

(suite page 3)



## LES POINGS SUR LES I L'opération « impôt » sur la mort

**S**tupeur, amertume et indignation : tels furent les sentiments des milieux financiers français pendant une dizaine de jours. Nous avons échappé sans le savoir à la catastrophe : « Plus qu'une erreur, une faute », a titré un hebdomadaire boursier, tandis qu'un autre se payait une page entière du « Figaro » (23 000 francs) pour donner la plus grande publicité à la « pétition nationale contre l'impôt sur la mort » qu'il venait de lancer. Mieux, la Rente Pinay, le titre sur lequel la Bourse se réfugie dans les périodes de crise grave, a touché mardi dernier un cours record à 163 F.

Et tout cela parce que M. Ortolini a proposé, dans son projet de budget pour 1969, de ramasser 350 millions de francs de plus en augmentant les droits de succession. 350 millions sur un volume total de recettes de 140 milliards de francs.

Il serait injuste de rendre la seule grande bourgeoisie capitaliste responsable du torrent de larmes crocodiliennes qui a déferlé ces derniers jours sur la presse quotidienne à propos de cette majoration des droits de succession : n'a-t-on pas vu en effet le MODEF protester lui aussi. Tous les adversaires du projet ont mis en avant le même argument démagogique : la majoration des droits de succession va durement frapper les petites fortunes, les exploitations agricoles modestes. Mais si l'« Pinay » a sauté la barre des 160, ce n'est pas parce que la panique s'était emparée de la Bourse : tout simplement l'Emprunt Pinay 3,5 % est exonéré des droits de succession. Et comme on attend un heureux événement dans l'une de nos plus belles familles françaises, les héritiers ont réussi à convaincre le candidat à l'au-delà de convertir une partie de sa fortune en « rente Pinay ». Pendant ce temps, la fuite des capitaux, rendue parfaitement licite par la nouvelle suppression du contrôle des changes, a redoublé.

Pinay, toujours lui, avait contribué à grandir sa popularité dans les milieux financiers français en abaissant les droits de succession : et on assure que certains techniciens du Ministère des Finances, qui n'ont pas oublié le passage du « brave homme » rue de Rivoli, s'étaient jurés depuis dix ans de prendre leur revanche sur lui, d'une façon ou d'une autre. De là à affirmer qu'ils ont sauté sur l'occasion lorsque MM. Couve de Murville et Ortolini leur ont demandé de tenter de réduire quelque peu le déficit budgétaire en « grapillant » ça et là quelques millions...

Plus sérieusement on peut constater que la campagne de protestations déclenchée contre « l'impôt sur la mort » semble avoir singulièrement vite porté ses fruits. A peine remis d'un malaise, le sémillant et fortuné M. Taittinger, président de la Commission des finances de l'Assemblée

Nationale, s'est précipité dans le cabinet de M. Ortolini et en est ressorti une heure plus tard en annonçant triomphalement que, répondant aux vœux de tous les bien-pensants (et de l'unanimité du groupe UDR en particulier) le gouvernement envisageait de revoir très profondément son projet de majoration. Gageons que les 350 millions de F vont fondre comme neige le jour du débat budgétaire au Parlement. Cela ne coûtera pas grand chose à l'Etat ; et ce « geste » sera si bien accueilli par les détenteurs de fortunes que le gouvernement aurait bien tort de s'en priver.

Claude ROIRE.

## LE S.D.S. a manqué son virage

**A**ux yeux de tous ses participants, la 23<sup>e</sup> Conférence des délégués du S.D.S. devait permettre de faire prendre un nouveau virage à l'organisation en vue d'aborder de nouvelles luttes. Réunie à Francfort à partir du 12 septembre, cette conférence se donnait pour tâche de renforcer l'organisation, consolider le mouvement de protestation et développer la résistance offensive contre l'Etat capitaliste allemand.

Dès son rapport d'ouverture, le Président sortant Karl-Dietrich Wolff tirait, sans ménagements, les enseignements de l'action des derniers mois : la campagne dirigée contre Springer ne s'est pas étendue à d'autres couches sociales que le milieu étudiant, l'attentat contre Rudi Dutschke n'a pas été suffisamment exploité, les marches de Pâques contre les lois d'exception n'ont pas empêché celles-ci d'être adoptées et l'occupation des facultés en juin fut un échec. Wolff en concluait à la nécessité de renforcer l'« appareil » de l'organisation, par une plus grande centralisation et une plus grande unité d'action, afin d'éviter l'isolement des groupes les uns par rapport aux autres.

Les débats qui suivirent peuvent se résumer en un affrontement entre deux conceptions tactiques : l'une visant à intensifier et à privilégier l'action au sein de la Bundeswehr, dont le rôle ne cesse de grandir, l'autre mettant l'accent sur la dénonciation de la justice de classe et entendant démystifier son rôle aux yeux de l'opinion publique. Pour comprendre les difficultés du choix, il faut avoir présent à l'esprit le contexte politique dans lequel se trouve placé le S.D.S. Fer de lance de l'opposition extra-parlementaire, le S.D.S. doit lutter sur tous les fronts, si bien que son action déborde largement le cadre de l'Université pour atteindre aussi bien l'intégration des syndicats dans les entreprises, la soumission de l'information et de la culture que tous les rouages institutionnels de la société ouest-allemande.

Si finalement, les partisans de l'action contre la justice ont semblé l'emporter, on peut se demander si la décision pourra être suivie de l'efficacité nécessaire. En effet, sans qu'il apparaisse toujours clairement, un

clivage existe entre des militants qui estiment qu'une plus grande efficacité passe par un renforcement organisationnel et une discipline accrue des différents groupes dans l'action, et des militants qui — strictement fidèles aux principes « anti-autoritaires » du S.D.S. — craignent que la conception « centralisatrice » ne donne naissance à une « bureaucratie » dirigeante, stérilisant la spontanéité militante des groupes autonomes de base. Après deux jours de prolongation, n'ayant pu trancher cette question fondamentale, la Conférence s'est trouvée dans l'impossibilité d'élire un nouveau Bureau Fédéral et a dû confier à un bureau de gestion l'intérim de la direction jusqu'à ce qu'une nouvelle Conférence se tienne en novembre à Hanovre.

Les deux premières journées de cette Conférence avaient été marquées par un débat sur l'exclusion de cinq communistes qui s'étaient particulièrement illustrés lors des incidents du Festival de Sofia. Si la discussion permit de poser le problème du « révisionnisme », sa tournure reposant sur une question de discipline et d'organisation ne permettait pas de prendre une décision sur des critères purement politiques, comme cela aurait dû être le cas. L'exclusion fut finalement prononcée après un deuxième vote acquis de justesse à la majorité des deux tiers.

On est souvent choqué par l'anticommunisme dont font preuve certains délégués du S.D.S. Cela s'explique par le fait que les militants du S.D.S. ont été profondément marqués par les événements de Tchécoslovaquie et l'attitude de soutien à l'intervention militaire prise par le P.C. ouest-allemand. On a très souvent l'impression que l'unité de la majorité se fait surtout sur le dos de la fraction communiste. Malgré le vote qui leur était défavorable, les militants de cette fraction ont manifesté l'intention de demeurer au sein du S.D.S., mais ils ne pourront plus guère jouer qu'un rôle de figuration étant donné l'isolement et la mise au banc dont ils sont victimes de la part de la majorité « anti-autoritaire ».

Cette Conférence n'aura donc pas donné les résultats escomptés et on peut dire que le S.D.S. vient de manquer son virage, ce qui, sans être dramatique, n'en est pas pour autant sans gravité. Espérons que la prochaine Conférence surmontera ces difficultés, car c'est au S.D.S. que résident toutes les espérances socialistes pour l'Allemagne Fédérale.

De notre envoyé spécial  
Michel CAPRON.

## Vietnam : la parole est à Washington

**T**andis que les Marines américains viennent de pénétrer une nouvelle fois dans la zone démilitarisée, pour tenter de contenir l'offensive vietcong de ces derniers jours, les conversations de Paris semblent s'enliser dans des débats de

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du  
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique  
Christian Guerche

Directeur adjoint  
Claude Glayman

Rédacteur en chef  
Eric Bergaire

Rédaction  
81, rue Mademoiselle  
Paris-15<sup>e</sup> - Tél. : 306-22-60

Administration :  
54, boulevard Garibaldi  
Paris-15<sup>e</sup> - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège  
de l'Administration

Directeur de la Publication :  
Roger Cérat

Ce numéro est tiré à :  
26.592 exemplaires

MORIAME - PARIS 1968

procédure. Il ne faut pas s'en étonner, car tant que le gouvernement des Etats-Unis ne se résoudra pas à cesser inconditionnellement les bombardements sur le Nord, il est peu probable que la conférence de Paris ait des chances d'aboutir.

Pendant ce temps-là, à New York, l'Assemblée générale des Nations Unies a ouvert sa 23<sup>e</sup> session, sans que la question vietnamienne ne soit inscrite à l'ordre du jour, cela montre, une fois de plus, que la négociation de la fin du conflit n'aboutira que par la continuation directe des contacts entre les deux parties. Mais, la parole reste toujours à Washington.

## Toulouse : front uni contre la répression

**L**e jeudi 12 septembre s'est tenue une réunion en vue de la constitution, à Toulouse, du *Front uni contre la répression*.

Les événements de mai ont donné lieu à des formes spectaculaires de répression : matraquages, ratonnades, emprisonnements, etc. Aujourd'hui, on voudrait nous faire croire que certains « apaisements » ont été prodigués : la répression n'a pas cessé pour autant. Elle a simplement pris des formes sournoises et s'exerce à tous les niveaux : politique, judiciaire, patronal, universitaire, militaire...

A Toulouse, le F.U.R. se propose :  
— de recueillir toutes les informations concernant les faits de répression dans la région Midi-Pyrénées ;

— de montrer que ces faits ne sont pas isolés, mais au contraire généralisés ;

— et, en les dénonçant avec force et insistance, amener à une prise de conscience générale : il ne s'agit pas de se résigner, mais de se rendre compte qu'il reste encore quelque chose à faire. □



## □ A trop rassurer les notables

(suite de la page 1)

Olivier Guichard en juin dernier, et ceux prononcés par Raymond Marcellin à Vannes, le week-end dernier, il y a plus que des nuances, un autre état d'esprit.

« Ne soyez pas timides » avait dit le Chef de l'Etat aux responsables de la réforme en juin dernier. « Rassurons les notables en perdition » dit aujourd'hui Marcellin, entre deux appels à la répression, pour recréer les réflexes de peur que l'on a connus en juin.

Ce petit jeu durera sans doute jusqu'au référendum. Il ne doit pas nous cacher le véritable sens du débat en cours, et ce qu'on peut en attendre.

### La déconcentration ne suffit pas

Au point de concentration où l'administration française était parvenue, il ne fait plus l'ombre d'un doute pour personne qu'elle était menacée d'étouffement. Les gaspillages, l'incroyable irresponsabilité qui finissaient par s'emparer des différents échelons administratifs ne pouvaient plus durer. Que le gouvernement en ait pris conscience, n'a en soi rien de révolutionnaire. Qu'il opte pour une déconcentration ne peut surprendre que ceux qui ne se sont jamais inquiétés des multiples problèmes que pose la vie économique et administrative de ce pays.

Mais évoquer la réforme régionale supposait des préoccupations beaucoup plus vastes. Le P.S.U. pour sa part, dans son programme, comme par sa participation aux colloques régionaux qui s'étaient tenus dans le

cadre des rencontres de Grenoble, avait manifesté son souci de ne pas limiter le problème à son seul aspect institutionnel.

Le développement économique comme la démocratisation en profondeur de la vie politique et sociale de ce pays, exigent que les citoyens puissent participer pleinement aux décisions et aux choix qu'elles supposent.

L'information, pour indispensable qu'elle soit, ne suffit pas. Il faut créer les structures permettant de rapprocher les centres de décision des masses populaires. Leur donner le moyen d'influer sur les choix effectués et de contrôler l'exercice du pouvoir. Ce n'est pas précisément l'orientation du gouvernement.

Personne n'ignore que la plupart des communes françaises, du fait de leur taille, ne peuvent plus répondre aux besoins en équipement qui se manifestent à travers tout le pays. Il paraît évident que l'assise des impôts locaux doit être profondément transformée, et que nombre de communes doivent sous une forme ou sous une autre, être regroupées. Est-ce une raison pour augmenter les pouvoirs de l'administration comme le prévoyait en fait le plan Fouchet (dont on ne parle plus), ou bien au contraire ne faut-il pas saisir cette occasion pour renforcer la représentativité des élus locaux, et créer le réseau de commissions et de groupes qui doivent permettre par commune et par quartier dans les grandes villes, une vie démocratique beaucoup plus intense ?

Personne n'ignore non plus que l'entité régionale ne sera valable que si elle tient compte à la fois des cri-

tères géographiques, culturels et économiques, qui permettent réellement d'en faire des unités vivantes, et de les dégager de l'étreinte de Paris. Les vingt et une régions actuellement établies sont dans bien des cas largement arbitraires. Leur maintien ne traduit-il pas la volonté gouvernementale de garder des unités suffisamment petites pour que leur poids soit toujours insuffisant par rapport à l'administration centrale ?

### Quelle Assemblée Régionale ?

Enfin le mode d'élection de la ou des Assemblées Régionales ne peut laisser des socialistes indifférents.

Le compromis qui semble se dessiner au sein de la majorité, prévoyait une Assemblée composée pour moitié d'élus d'un collège restreint, composé des conseillers municipaux et généraux de la région, pour moitié d'élus des forces économiques socialistes et culturelles, élus on ne sait comment.

En formulant ce projet, le gouvernement semble participer de deux préoccupations :

— rassurer tous les notables et dans la mesure du possible les gagner, en préservant tous les réseaux d'influences qui font le sel — sinon l'efficacité — de la vie politique locale ;

— mettre en difficulté les syndicats, dont on cherche à tuer la représentativité, tout en les « mouillant » dans des décisions dont on sait qu'ils refusent par nature de les prendre.

Sans doute n'a-t-on pas été assez attentifs sur ce point au passage de la conférence de presse du Chef de l'Etat. La menace à l'égard des syndicats était précise. Comme toujours dans la démarche gaulliste, l'idée de la participation s'accompagne de la

volonté de briser un corps intermédiaire. Après l'attaque en grande partie réussie des partis, c'est aujourd'hui le tour des syndicats.

Ainsi les réformes attendues et souvent réclamées dans les régions, sont peu à peu détournées de leur sens. Le jacobin Michel Debré peut se frotter les mains, on ne court plus de grands risques, les préfets face à cette assemblée n'auront pas grand peine à installer leur pouvoir.

La pire des réactions serait cependant de laisser faire.

Ce serait non seulement laisser libre le jeu du pouvoir, mais en même temps participer au jeu stupide de la vieille gauche, pour qui le maintien du « statu quo » semble être la seule ligne politique possible. Tant il est vrai que compromise dans le tissu politique de ce pays, elle semble incapable de concevoir autre chose, et surtout craindre que les mailles ne craquent. Comme si elles ne craquaient pas déjà.

### Les journées de décembre

Il ne nous appartient pas ici de préjuger des délibérations qui se tiendront dans les 21 régions de programme, lors du week-end des 7 et 8 décembre, à l'initiative du P.S.U.

Au surplus nous avons en la matière accumulé une expérience qui nous permettra de définir rapidement nos positions.

Il est en tout cas certain que nous saurons saisir la nouvelle occasion qui nous est offerte, pour développer le courant socialiste nouvellement né en France.

Le gaullisme aime tendre des pièges sur des terrains inconnus. Nous saurons cette fois-ci les lui retourner. Olivier Guichard ferait bien de s'inquiéter un peu plus des stupidités du conseiller général Marcellin. □

# UNE JOURNÉE DE TRAVAIL

Les premiers versements parvenus à la trésorerie nationale, prouvent que notre appel a été entendu. Mais insuffisamment.

Les multiples réunions que nous tenons à tous les niveaux prouvent que le P.S.U. a le vent en poupe. Qu'il s'agisse des stages nationaux de formation, de la réunion des secrétaires fédéraux, des créations de sections, des adhésions que nous enregistrons, des audiences que nous réunissons dans les réunions intérieures ou publiques, toutes les constatations concordent : jamais le P.S.U. n'a été plus vivant. Jamais on ne lui a autant demandé de prendre des initiatives et d'affirmer sa présence.

Cela ne sera possible que s'il se donne les moyens d'une telle politique, s'il sait trouver

les moyens financiers qui permettront de porter beaucoup plus haut et beaucoup plus loin le niveau de notre activité.

Or personne n'ignore que les événements de mai, puis la campagne électorale, ont vidé les caisses du Parti. Celui-ci doit cependant répondre aux nouvelles obligations qui lui sont imposées par la situation politique, et par son propre agrandissement.

La décision prise par le Bureau national de demander à tous nos militants et sympathisants de verser d'ici Noël, une journée de travail à la Souscription nationale, tient compte d'un ensemble de besoins.

Nous savons que nous ne faisons pas appel en vain au sens de votre responsabilité, tout en n'ignorant pas la lourdeur du sacrifice que nous vous demandons. Croyez bien que si nous le faisons, c'est en sachant pertinemment que le P.S.U. ne peut faire autrement.

Le Parti Socialiste Unifié ne peut compter que sur les ressources de ses militants. Il sait qu'il peut leur faire confiance pour verser cette journée de travail qui lui permettra de s'acquitter chaque jour mieux des tâches qui lui sont imparties.

Le Bureau national.



## Prague : la résistance s'organise

Ces quinze derniers jours ont assez clairement révélé ce que Moscou attend du parti communiste tchécoslovaque (ou plutôt des partis communistes tchèque et slovaque) : qu'une équipe *quelconque* prenne le pouvoir pour renverser le « cours nouveau » inauguré en janvier. Ce cours nouveau, le P.C. russe l'appelle « contre-révolution ». Comme Svoboda, Dubcek et leurs amis refusent de faire la même analyse, l'armée russe (avec les contingents allemand, hongrois et polonais) continue à neutraliser les forces armées et la police tchèques. Et comme les gouvernements yougoslave, albanais, et même roumain ne ménagent pas, de diverses manières, leurs encouragements à Prague, le commandement russe est obligé d'étendre sa menace à ces pays.

Les objectifs russes ont été assez nettement précisés, à l'usage des partis communistes occidentaux par un long texte que M. Dadiants, journaliste porte-parole du Kremlin, a fait publier dans *Le Monde* du 20 septembre. D'abord, ce journaliste établit que l'occupation militaire a eu lieu « en effet sans appel formel du gouvernement tchèque », mais que les pays du pacte de Varsovie « avaient, dans la situation qui s'est formée, le droit moral d'intervenir ». (Avis aux travailleurs de France et d'ailleurs, si un parti socialiste y vient au pouvoir!). Et d'où les maréchaux russes tiennent-ils ce « droit »? C'est parce que — au jugement de Brejnev, Gretchko et Kossyguine — une alliance se serait formée « entre les forces antisocialistes dans le pays même, la réaction internationale et les éléments révisionnistes au sein du parti », d'où « une situation particulièrement dangereuse, à la limite d'un coup d'Etat contre-révolutionnaire ». Quelle preuve en apportent-ils? C'est que la liberté de parole, de presse, de réunion « devait inévitablement aboutir, a en effet abouti... aux interventions contre-révolutionnaires contre le pouvoir populaire ». D'après Dadiants, la « démolition du système socialiste a commencé ». Il fallait donc réagir, avant tout pour protéger le bloc des socialismes bureaucratiques : « Il suffit de regarder la carte d'Europe pour comprendre que la Tchécoslovaquie est la principale ligne de résistance des États socialistes membres du Traité de Varsovie. L'exclusion de la Tchécoslovaquie de la Communauté Socialiste, son élimination du système de défense du Traité de Varsovie (et cette menace existait si l'on se souvient de la campagne en faveur de la « neutralisation » déclenchée dans le pays et de l'intérêt accentué des milieux dirigeants de Bonn pour les événements en Tchécoslovaquie),

aurait conduit à une modification sérieuse des rapports de forces en Europe et créé une menace directe pour la sécurité des pays de la communauté socialiste. » C'est pour cela « que nous accordons non seulement notre soutien moral, mais s'il le faut militaire aussi à nos amis en danger ».

Mais le résultat de cette intervention armée — au nom d'une conception du socialisme que le P.C. russe refuse de discuter avec qui que ce soit — c'est un branle-bas général dans la « communauté », et en dehors. L'attitude résistante de la Yougoslavie, de l'Albanie et même de la Roumanie, contraignent maintenant le commandement de l'URSS à déployer une mobilisation de forces qui s'est développée depuis quinze jours, sur terre et sur mer (en Méditerranée orientale). De son côté, la Chine fait connaître qu'elle ne restera pas passive devant de nouvelles agressions, et les pays menacés prennent des mesures précises de défense.

Jusqu'où peut aller la pression militaire soviétique dans les semaines qui viennent? Si Moscou n'obtient pas bientôt le changement de pouvoir et d'orientation qu'elle exige de Prague, l'automne puis l'hiver venant risquent de placer les troupes d'occupation dans une situation difficile. Après le *diktat*, Moscou se résoudra-t-elle à un vrai « compromis »? C'est possible. Pourtant, les menaces envers l'Allemagne fédérale, la saturation militaire en Bulgarie, tendent à montrer que la stratégie russe ne peut guère se contenter d'une « normalisation » telle que la conçoivent Svoboda et Dubcek pour rapatrier ses contingents.

Or, l'évacuation de la Tchécoslovaquie devient maintenant le mot d'ordre de tous les vrais socialistes, à l'Est comme à l'Ouest. *Les Russes à la porte! Auto-défense populaire!* Voilà les mots d'ordre qui permettent aujourd'hui de faire front à la fois à la menace bureaucratique et aux entreprises impérialistes dans le monde « dangereux » d'aujourd'hui. A bas l'occupation de la Tchécoslovaquie, du Vietnam du Sud, de l'Égypte et de la Palestine! C'est une exigence solidaire. □

## C.G.T. : pour une rentrée sage

La C.G.T. vient de donner le coup d'envoi de la rentrée sociale. Le texte adopté par la Commission administrative, le 18 septembre (le premier depuis les élections de juin) et le discours de Georges Séguy devant les syndiqués parisiens, samedi dernier, permettent d'entrevoir les

perspectives de la C.G.T. pour cette rentrée. La principale caractéristique est que la direction de la C.G.T. n'entend pas mener de nouvelles luttes offensives dans les prochains mois; Séguy l'a déclaré explicitement : « *Nous n'emboîterons pas le pas à ceux qui vont crier partout (...)* qu'il faut remettre ça en octobre en vue du grand chambardement ». On se limitera donc à la consolidation des résultats obtenus et à la recherche de négociations. L'objectif de négociation revient à tous les chapitres revendicatifs : Sécurité sociale, échelle mobile des salaires, garantie de l'emploi, droits syndicaux. Mais comment croire sérieusement que patronat et gouvernement vont faire des concessions sur ces points fondamentaux en l'absence de lutte sociale d'envergure, alors qu'ils ne l'ont pas fait au plus fort des grèves de mai-juin? La direction de la C.G.T. souhaiterait que cette rentrée se passe le plus calmement possible qu'elle ne s'y prendrait pas autrement : on s'efforce en particulier, de montrer aux travailleurs que la hausse des prix (7 % d'après Séguy pour 1968) n'a pas absorbé complètement les augmentations de salaires « d'environ 13 % »; est-il besoin de dire qu'une telle comparaison entre deux pourcentages bruts n'a aucune signification réelle. Négativement ferme sur les principes de la participation, la C.G.T. est vague sur les actions à mener contre les licenciements et l'atteinte aux libertés syndicales (avec cet aveu qu'« à la différence de la C.F.D.T., nous ne pensons pas que le libre exercice du droit syndical à l'entreprise constitue une réforme fondamentale, presque décisive, du régime capitaliste ». On peut s'expliquer cette attitude d'ensemble par le fait que la C.G.T. souhaitant voir les principales lignes de son projet d'extension du droit syndical reprises par le gouvernement, cherche à le prédisposer favorablement, en lui « offrant » une rentrée relativement calme.

Passons sur les attaques contre les « gauchistes », qui commencent à devenir traditionnelles, mais qui prouvent néanmoins que leur influence dans les milieux ouvriers est plus grande que le Secrétaire général de la CGT ne veut bien le dire publiquement. Il est permis quand même d'émettre quelques inquiétudes sur l'avenir de la liberté d'opinion au sein de la C.G.T. lorsqu'on connaît la chasse qui est faite aux militants manifestant quelque peu leur désaccord avec la direction actuelle.

Quant aux résultats des élections, ils ne sont pas « de nature à nous faire reconsidérer la ligne que nous avons suivie; (cela) prouve, au contraire, que nous avons eu raison »! Somme toute, il ne se serait rien passé en mai, que la préparation de la rentrée par la C.G.T. n'en aurait pas été moins classique.

Michel JOHAN.

## Les licenciés de Laval

La laiterie Besnier à Laval est une affaire florissante qui emploie quelque 600 salariés. A Laval même l'effectif du personnel a augmenté entre janvier et août 1968, passant de 333 à environ 500.

Et voilà que dans le courant du mois d'août, 31 personnes sont licenciées. La direction peut difficilement invoquer des motifs d'ordre économique, d'autant moins que les 31 licenciés sont délégués du personnel ou appartiennent, dans leur majorité, à la section d'entreprise de F.O.

Les travailleurs de chez Besnier ont réagi en essayant de provoquer une grève. La direction réplique par de nouveaux licenciements de syndicalistes et en faisant appel à la police pour assurer la sacro-sainte « liberté du travail » qu'elle entrave d'ailleurs elle-même allègrement par sa politique anti-syndicale.

Les unions départementales de toutes les centrales ouvrières et de la F.E.N. ont appelé l'ensemble des salariés de la région à marquer leur solidarité avec les travailleurs de la laiterie. On peut craindre des arrêts de travail généralisés au cas où le conflit s'envenimerait.

Dans un communiqué remis à la presse, la section PSU de Laval dénonce « la politique paternaliste et anti-syndicale de la direction Besnier »; elle affirme qu'avec de tels procédés « la participation dont tant de personnes se gargarisent n'est qu'un mot creux ». □

## De paisibles élections

Dimanche dernier, les notables ont voté, une autre France s'est exprimée. 38.000 grands électeurs, représentants des communes et des départements, ont procédé au renouvellement du tiers du Sénat. Paisible campagne, résultats sans surprise. Outre quelques modifications dans les situations personnelles, M. Maroselli est battu en Haute-Saône, M. Pierre Brousse est élu dans l'Hérault, on note un recul gaulliste dans l'Est et une petite progression communiste dans la région parisienne. Une constante dans la stabilité.

Les notables à l'écart des grands courants politiques nationaux ont oublié les événements de mai-juin.

Ils n'ont posé ni le problème de la région ni celui de la réforme du Sénat, pourtant directement à l'ordre du jour depuis le printemps dernier. Dans l'indifférence générale, les sénateurs perpétuent leurs rites, ils sont déjà morts pour l'opinion publique. □



## Université

# La lettre contre l'esprit

Jacqueline Giraud

**E**n définitive, jeudi dernier, en Conseil des ministres, M. Edgar Faure a gagné. Son adversaire le plus sérieux, l'éternel défenseur de l'Etat jacobin, M. Michel Debré, a vainement multiplié les objections. « A vous écouter, Monsieur le ministre de l'Education nationale serait fou, ce que je ne crois pas », a brutalement tranché le général de Gaulle.

L'arbitre s'est prononcé. La cause est entendue. Le projet de loi de M. Edgar Faure ne sera pas châté avant d'être soumis à l'approbation de l'Assemblée. En dernière minute, M. Edgar Faure a même réussi à regagner un point important que M. Debré avait momentanément réussi à écarter : le contrôle des dépenses « a posteriori ». Traditionnellement, le ministre des Finances impose le contrôle « a priori » : tout établissement d'enseignement ou de recherche doit fournir à l'avance une justification détaillée de l'emploi du budget qu'il demande. Un devis, en quelque sorte. Bloqué dans ce carcan, l'établissement est privé de toute initiative en cours d'exercice. En vérité, il ne gère pas son budget ; il se borne à le distribuer dans des cases préétablies. Au contraire, avec le contrôle « a posteriori », il conquiert une certaine autonomie financière. C'est en fin d'exercice seulement qu'il doit rendre compte du bon emploi qu'il a fait de ses crédits. Sur ce point, contre les attaques conjuguées de MM. Debré et Ortolé, le général de Gaulle a encore donné raison à Edgar Faure.

Reste à franchir l'étape du Parlement. Mais la caution ouverte du chef de l'Etat devrait suffire à freiner les ardeurs contestataires des députés de la majorité. Les vraies difficultés viendront ensuite dans la réalisation pratique d'une loi à la fois vague dans ses principes généraux et tatillonne dans ses modalités d'application. Deux caractéristiques apparemment contradictoires, mais qui n'ont rien de surprenant :

elles traduisent la volonté de M. Edgar Faure de concilier l'inconciliable, les intérêts du régime et les idées de Mai.

### Une réforme « peau de chagrin »

Pour séduire les artisans de Mai, la loi pose les principes de la cogestion et de l'autonomie. Mais, dans le détail, les restrictions viennent immédiatement : les étudiants de première année ne voteront pas. Les autres devront voter par année, par discipline et pour des listes excluant tout panachage. On ne saurait mieux miser sur les divisions du milieu étudiant. M. Raymond Aron peut être rassuré : les étudiants n'auront rien à voir ni dans la désignation des enseignants, ni dans l'organisation des examens. Que leur reste-t-il ? La définition des programmes d'enseignement et des méthodes pédagogiques. Mais, dès lors qu'ils conduisent à des diplômes nationaux, les programmes continuent d'être fixés par le ministère sur avis du Conseil national de l'enseignement supérieur. Car l'autonomie elle aussi a ses limites : l'Etat garde tous ses pouvoirs en matière de diplômes nationaux, il continue à gérer le personnel titulaire et à décider l'affectation de crédits même s'il en laisse la libre gestion aux établissements.

En définitive, affirmées dans leur principe, autonomie et cogestion subissent en réalité le sort de la « peau de chagrin ». Quant aux libertés politiques qui ont suscité tant de polémiques, elles tendent à n'être plus que « liberté d'information ». Encore la loi précise-t-elle que celle-ci ne pourra s'exercer, même à des heures définies, dans les locaux réservés à l'enseignement. Là encore, les modalités d'application reviennent pratiquement à nier ce qui est affirmé en principe.

### Un plan Fouchet réussi

Il n'en reste pas moins que la loi transformera profondément le visage de l'Université française. En créant des unités plus petites, plus nombreuses et pluridisciplinaires, en modernisant les programmes et les méthodes pédagogiques, en organisant l'éducation permanente, elle doit effectivement mettre fin à l'anachronisme stérile de notre université. Mais cela veut dire qu'en se parant des plumes de Mai, elle ne vise en réalité qu'à réaliser avec plus d'audace et de cohérence les objectifs du plan Fouchet : l'adaptation de l'enseignement supérieur aux besoins de la société capitaliste actuelle, une tentative d'imitation du modèle américain dans la ligne du col-



Edgar colmate

loque de Caen. La victoire de M. Edgar Faure n'est nullement celle des idées de Mai. Et s'il en a repris la lettre, c'est pour mieux faire passer l'esprit du grand capitalisme soucieux de rentabiliser l'enseignement. En réalité, ce qu'a réalisé Edgar Faure, c'est ce que réclamaient depuis des années un certain nombre d'enseignants, point du tout révolutionnaires, mais simplement réalistes. Seulement il a fallu le mois de Mai pour convaincre les « mandarins » d'accepter bon gré mal gré une modernisation qui menace leur routine et leurs privilèges.

Pas plus que le plan Fouchet, la loi de M. Edgar Faure ne satisfait les revendications socialistes. On ne pouvait attendre autre chose du ministre du général de Gaulle. En esquivant le problème de la sélection, la loi ne réalise pas pour autant une plus grande démocratisation. Ne serait-ce que parce que celle-ci commence à la base, à l'école maternelle. Tous les spécialistes de psycho-

logie de l'enfant en sont bien d'accord : les premières années de la vie sont capitales pour le développement intellectuel ultérieur. La sélection actuelle est moins un problème financier qu'un problème d'environnement socio-culturel. Donner à tous des chances égales, cela veut dire d'abord créer une école primaire qui ne se borne pas à dispenser des leçons, mais qui compense les inégalités familiales. Cela veut dire ensuite définir un enseignement secondaire qui cesse de privilégier la culture bourgeoise. Spectaculaire par les réactions qu'elle suscite, la suppression du latin en sixième ne suffit pas à effacer la ségrégation dans l'enseignement secondaire, comme l'a montré Robert Chapuis la semaine dernière. Quant au primaire, le ministre n'en parle pas ; il est vrai que les « enfants des écoles » ne risquent pas de dresser des barricades !

### Stratégie nouvelle

En fin de compte, la loi d'orientation ne modifie en rien les objectifs des luttes étudiantes. Elles en transforment seulement la stratégie. Car, en affirmant des principes, mêmes en grande partie vidés de leur contenu, le ministre a ouvert une brèche. Les conseils paritaires ne sont pas le « pouvoir étudiant ». Ils n'en serviront pas moins de tribune officielle aux revendications. Même édulcoré en pratique, le principe des libertés politiques n'en est pas moins reconnu ; il appartient aux étudiants de lutter pour le faire réellement appliquer. En affirmant la vocation de l'Université à l'éducation permanente « à l'usage de toutes les catégories de la population et à toutes les fins qu'elle peut comporter » la loi favorise enfin la liaison entre les étudiants et les travailleurs, condition première du succès de leurs actions. A Boulogne, des travailleurs ont écrit : « Nous prendrons des mains fragiles des étudiants le drapeau rouge de la lutte anticapitaliste ». La première condition du succès est qu'ils le tiennent ensemble. □

## Deux publications sur le mouvement étudiant

**P**armi les nombreuses publications sur le mouvement étudiant, citons le n° 26-27 (juin 1968) de la *Revue Internationale du Socialisme* (E.D.I., 29, rue Descartes, 4 F), qui groupe une série d'études sur l'Italie et l'Allemagne. Citons l'article de Rosa, « Etudiants et ouvriers » ; de Felici et Trulli sur les étudiants et les partis politiques ; de Reiser sur « Université et Société » ; de Backhaus : « Berlin-Ouest : un modèle ? » On verra les différences entre l'Italie et la France quant à la portée politique générale du mouvement, qui tient pour une large part aux structures différentes des universités.

*L'Homme et la Société* publie dans son N° 8 (avril-juin 1968) une table ronde, réunie le 23 mai et le 11 juin, où les participants tentent une première définition en pleine effervescence. Bien que la discussion ait un tour philosophique assez marqué, elle pose assez clairement le problème fondamental du pouvoir. Parmi les participants : J. Berque, E. Bottigelli, J. Chesnaux, S. Jonas, H. Lefebvre, J.-P. Peter, J. Pronteau, J. Sanvoisin, J.-M. Vincent. Ce numéro contient aussi d'intéressantes études sur l'Etat et les classes sociales (M. Kolinski, H. Wolge et R. Stavenhagen).

### BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE,  
PARIS-15<sup>e</sup>



□ Tribune libre

## Vers la "révolution impossible"

Georges Ducarroy

*L'analyse et les conclusions des « événements de mai » sont loin d'être tirées. Le débat est ouvert. « T.S. » y contribuera en accueillant dans ses colonnes les contributions de membres du P.S.U. ou non, qui auront le mérite d'approfondir l'approche. Cette semaine nous sommes heureux de donner la parole à Georges DUCARROY.*

Il n'est que trop normal qu'après l'échec de mai et la victoire gaulliste aux élections, chaque homme de gauche, chaque socialiste s'interroge. Il n'est que trop normal que la plupart de ces hommes en arrivent à des conclusions négatives et déclarent que la « révolution était et reste impossible ». Il n'est que trop normal que notamment Jean Dru dans *Le Nouvel Observateur* et Duverger dans ce même journal et dans *Le Monde* appuient cette thèse, l'un pour défendre, plus comme un Marchais qu'en progressiste communiste, le P.C.F., l'autre pour appuyer un centrisme qui lui tient cher au cœur. Ainsi, Maurice Duverger, qui s'était laissé un peu emporter par le mouvement, fait, d'article en article, des pas en arrière et conclut (\*) finalement : « les étudiants révolutionnaires n'auraient été que les fourriers du fascisme » (au cas où ils continueraient). Telle n'est évidemment pas notre position, mais il est indispensable de comprendre les raisons de nos amis ou adversaires et d'exprimer les nôtres propres.

### Des formations dépassées

Depuis des années, les axes de pensée de Jean Daniel, de Jacques Fauvet, de Barillon, de Maurice Duverger et de bien d'autres ne peuvent que les conduire à leurs positions actuelles. Ces axes, quels sont-ils ? La France, ainsi que le reste de l'Europe occidentale, est un pays économiquement développé. Une révolution de type 1917 est impossible : la classe ouvrière minoritaire ne peut prendre le pouvoir. Seule la constitution d'un parti socialisant allié au parti communiste permettrait à la gauche de l'emporter. Ce parti socialisant est préfiguré par la F.G.D.S. Les seuls points en litige sont la place du parti communiste et l'étendue à droite de ce parti de gauche que l'on appelle de ses vœux. Dans ces conditions, l'apparition du P.S.U. est une anomalie et une régression. Mieux vaut en parler le moins possible, montrer sa faiblesse, ses divisions et son inconsistance lorsqu'on y fait allusion. Au fond, les

militants du P.S.U. et ceux qui gravitent autour n'ont rien compris.

Dans ce contexte intellectuel, il est très difficile de se faire entendre en affirmant que d'autres analyses sont possibles et même en montrant que les événements de mai les confortent d'une façon importante.

Certes, les transformations économiques et sociales actuelles font presque rejeter toute possibilité d'une révolution du type de 1917. Certes, les couches moyennes de la population gagnent en nombre et une grande partie d'entre elles est attirée par un parti centriste de gauche, dont on trouve des éléments d'ailleurs aussi bien à l'U.D.R. qu'à la Fédération. Mais, en fait, tout est beaucoup plus modifié que cela : les capitalistes ont remis la gestion de leurs affaires aux « managers », les cadres se prolétarisent par leur origine et par leur fonction, les techniciens et ouvriers très qualifiés prennent de l'importance, l'Etat et sa technocratie se renforcent considérablement.

Les données socio-politiques sont ainsi bouleversées et probablement ne donnent plus de consistance ni au réformisme, ni à la révolution, au sens « classique » des termes. La social-démocratie est morte dans ses bases mêmes, de même que le communisme stalinien et même léniniste. La lutte de classe subsiste, mais prend des formes nouvelles. Les partis traditionnels ne sont plus qu'une superstructure correspondant à une infrastructure qui est entrain de disparaître. Ainsi en va-t-il du P.C.F., de la S.F.I.O., de la F.G.D.S. et de l'U.D.R.

### Un parti nouveau

A situation nouvelle, parti nouveau. Parti nouveau, mais plutôt parti de type nouveau, dont le P.S.U. n'est que l'embryon. Parti dans lequel l'immense majorité des hommes qui s'y retrouvent admettent l'analyse précédente, non pas parce qu'ils la pensent seulement (ce serait un parti d'intellectuels), mais parce qu'ils la vivent. Parti qui accepte aussi bien les « technocrates » que les ouvriers. Parti sans doctrine figée parce que le modèle de développement économique et social que nous vivons n'a pas eu de précédent. Parti qui n'impose



A.F.P.

*Aussi bien les technocrates que les ouvriers*

pas une attitude uniforme à ses militants, qui les invite à se syndiquer à n'importe quelle centrale ouvrière, parti qui laisse à ses jeunes l'autonomie et même la possibilité de se fondre dans d'autres mouvements.

Certains diront que ce n'est pas là un « vrai parti », que c'est un « particule ». Et alors ? Lorsqu'on repousse les schémas anciens, il faut bien admettre qu'au début on est peu nombreux, que l'on cherche sa voie, que les structures nouvelles, pas assez nouvelles, choquent ceux qui pensent encore à l'ancienne mode.

Un tel parti risque à tout moment des scissions peut-être ; mais, en fait, les divergences qui se sont fait jour autrefois au P.S.U. ne sont pas plus graves que celles internes à la F.G.D.S. ou à la S.F.I.O. et même au P.C. (ces dernières n'étant pas clairement connues). Ce qui est en tout cas certain, c'est que le seul parti de gauche qui n'ait pas été secoué par les événements de mai (contrairement à la F.G.D.S. et au P.C.F.) est bien le P.S.U.

Cela provient d'abord, me semble-t-il, de ce que l'analyse de la situation mouvante où nous nous trouvons est beaucoup plus riche qu'il n'y paraît et a conduit de congrès en congrès le P.S.U. à définir les axes de son action : front socialiste, alternative socialiste. Front socialiste ? Cela veut dire que les partis traditionnels sont incapables d'encadrer complètement et pour longtemps le mouvement des travailleurs et que l'issue est dans une alliance des forces syndicales nouvelles, des associations populaires libres et d'éléments de ces partis traditionnels. Le Front socialiste ne se définit pas une fois pour toute, il se vit ou se vivra. Que l'UNEF, que le

SNE-Sup., que la C.F.D.T., que Renault engagent un combat : le P.S.U. les appuiera de toutes ses forces, sachant que la solution est dans le mouvement. Alternative socialiste ? Cela veut dire que les contradictions de la société de consommation sont telles que le gaullisme, ou même un Front populaire de type classique, ne résoudre pas les problèmes, que le passage par des nationalisations partielles, par un cogestion de type allemand n'est pas nécessaire et n'est probablement même pas possible.

Beaucoup plus importante que des nationalisations (ô Wilson et la sidérurgie !) est l'élaboration d'un plan démocratique de surveillance de toute l'économie et pas seulement de quelques-unes de ses parties, d'un plan allant plus ou moins rapidement vers une gestion ouvrière des entreprises, vers une démocratie régionale et locale.

### Les cadres et le P.S.U.

Ceux qui, comme certains journalistes de gauche, accusent le P.S.U. d'être passé brutalement d'un technocratisme-réformiste à un révolutionnarisme dangereux, ne font évidemment pas l'analyse que nous faisons et, à mon avis, tombent dans une autre erreur. Certes, les cadres et même les « technocrates » (à vrai dire, l'expression est mauvaise parce que, dans les rangs du P.S.U., il n'y a pas d'hommes possédant une quelconque partie du pouvoir d'Etat, car le gouvernement, ni eux, ne pourraient l'accepter) sont nombreux parmi nous. Cela n'a rien d'étonnant. Au temps de Marx, les idées sur lesquelles se fondait le mouvement ouvrier provenaient, pour une grande part, de bourgeois en rupture de ban

(\*) *Le Monde*, 12-7-68. Une révolution impossible.





Aussi bien les ouvriers que les technocrates

A.D.N.P.

de philosophes, de juristes. Maintenant, les problèmes économiques, techniques et de gestion l'emportent sur la philosophie et le droit. Cela conduit les cadres et les « technocrates » à proposer leurs idées aux travailleurs dont ils reconnaissent pleinement faire partie. Cela conduit-il au réformisme ? Je ne le pense pas. Comprenant bien que la lutte sera longue, qu'il s'agit de faire pénétrer en profondeur des idées complexes et inhabituelles, ces cadres savent que c'est en collant à l'événement et non par des formules abstraites que l'on pourra modifier le comportement des travailleurs. Si le gouvernement propose un plan, il s'agit de montrer qu'un autre plan tout aussi cohérent est possible, que le chômage est à notre porte, que la démagogie traditionnelle des partis de gauche classiques empêche l'évolution des esprits et les mouvements syndicaux nécessaires. Ce contre-plan n'était évidemment pas un but, mais un véhicule d'idées et le P.C.F. et la F.G.D.S. l'ont si bien compris qu'ils ont entrepris d'élaborer eux-mêmes des plans. Par là même, le P.S.U. avait gagné plus qu'il n'y apparaissait. Mais lorsque, sortant de sa torpeur, une partie des étudiants et des ouvriers se révolte dans la rue, ou dans les usines, une autre forme de lutte, une autre forme d'action, une autre forme de démonstration non plus sur le papier, mais sur le tas, sont possibles. C'est pourquoi, en mai, l'ensemble des cadres techniques et des « technocrates » du P.S.U. n'a pas eu plus d'hésitation que le reste du parti.

Mais le P.S.U. a-t-il été « ultragauchiste » en mai ? A mon avis, non. Il s'agissait de bien comprendre

les fins réelles du mouvement et ses possibilités. Il s'agissait de participer à l'action avec un parti ayant des analyses cohérentes, des militants formés, auprès d'autres organisations et d'inorganisés au combat qu'ils menaient, mais auquel, sans le P.S.U., un minimum de structure aurait manqué. Il fallait aider à montrer un chemin, modifier le comportement de certains travailleurs à la base et de certains responsables syndicaux.

### *Oui la révolution était possible*

Le refus des accords de Grenelle par la base, l'acceptation de ce refus par le P.C.F. et la C.G.T. montrent que les organisations ouvrières traditionnelles ont été rudement secouées. Après le 30 mai, devant l'inertie du P.C.F., devant la désorientation qui s'en suivait au sein même du mouvement, il fallait autant que possible organiser le repli. C'est à cela que le P.S.U. s'est employé, tout en montrant qu'autre chose aurait pu arriver, qu'un espoir s'était levé, que le combat continuait sur les mêmes objectifs mais, pour un temps indéterminé, avec d'autres formes. Ce que l'on peut reprocher au P.C.F., ce n'est pas d'avoir donné l'ordre de la retraite, mais de n'avoir, à aucun moment, lancé de mots d'ordre mobilisateurs, de n'avoir pas cru à la possibilité, sinon d'une révolution, tout au moins d'une prise de conscience nouvelle. Quant à la F.G.D.S., il n'est pas besoin d'en parler puisqu'elle avait disparu au tournant d'une rue remplie de manifestants. Tant que certains ne croiront à la révolution qu'après que le Comité central aura admis que la situation est révolutionnaire, suivant

des schémas sclérosés, tant que d'autres à gauche n'y croiront et n'en voudront jamais, la victoire sera difficile, mais non impossible. En tout cas, il s'agit de préparer une victoire future.

En fait, le débat avec certains hommes de gauche est capital, parce qu'il porte sur des problèmes de fond. Effectivement, la « nouvelle théorie révolutionnaire » (dixit Duverger) qui s'échaffaude est à peu près la suivante. Dans un secteur donné, ou une région, et plus probablement en milieu intellectuel et universitaire, un conflit majeur apparaît : c'est la première phase. Dans la seconde, la grève générale ou généralisée réduit l'État bourgeois à l'impuissance et conduit, d'une façon parcellaire, à de nouvelles formes de démocratie. Dans la troisième phase, l'État bourgeois s'effondrerait, le pouvoir de la démocratie nouvelle s'imposerait. Ce n'est évidemment qu'un schéma. Mais certains et notamment Duverger contestent que la troisième phase, qui n'a pas pris naissance en mai, soit possible. Pourquoi ? D'une part, la masse n'est pas révolutionnaire, d'autre part l'État moderne dispose d'une énorme force de répression. Ces deux affirmations sont un peu trop simplistes.

A l'heure actuelle, l'État peut-il faire réellement usage de sa force répressive incontestable ? On peut en douter. Lorsque le premier soir, les mains nues, sans arme d'aucune sorte, sinon des pavés et des pierres, les étudiants ont commencé à défaire les pavés, ceux qui avaient vécu la libération de Paris, ceux qui se souvenaient de la répression de la Commune, ceux qui se rappelaient les barricades du XIX<sup>e</sup> siècle ont, pour la plupart, été saisis d'effroi. Ça allait être un massacre. Mais seules les grenades lacrymogènes ont répondu. Pendant des jours et des jours, cela a duré ainsi. A la porte d'usines ou de bureaux, les C.R.S. sont enfin apparus. Ils ont rétabli, sans bagarre, la « liberté du travail » et, tant que le mouvement tenait bon, à leur départ ou à l'intérieur des locaux, les piquets de grève continuaient à fonctionner. La violence en 1968 n'est pas la violence du XIX<sup>e</sup> siècle, ou du début du XX<sup>e</sup> siècle. La lutte de classe en pays industrialisé ne prend pas obligatoirement la forme de la lutte armée de Cuba ou de l'Amérique Latine. La lutte de classe et son expression changent de forme. Elever des barricades, à vrai dire des barrières, occuper des locaux n'est pas « recommandé », mais n'est pas condamné et le gouvernement qui emploierait des chars pour rétablir l'ordre risquerait moins la victoire que la « guillotine ».

Ainsi, à l'intérieur de nos pays (pas seulement en France), un phénomène analogue à ce qui se passe au Vietnam semble apparaître : les États-Unis pourraient l'emporter sur Hanoï en une demi-heure, en lançant sur le Nord Vietnam quelques bombes thermonucléaires, mais ils ne peuvent le faire.

### *La véritable ligue de partage*

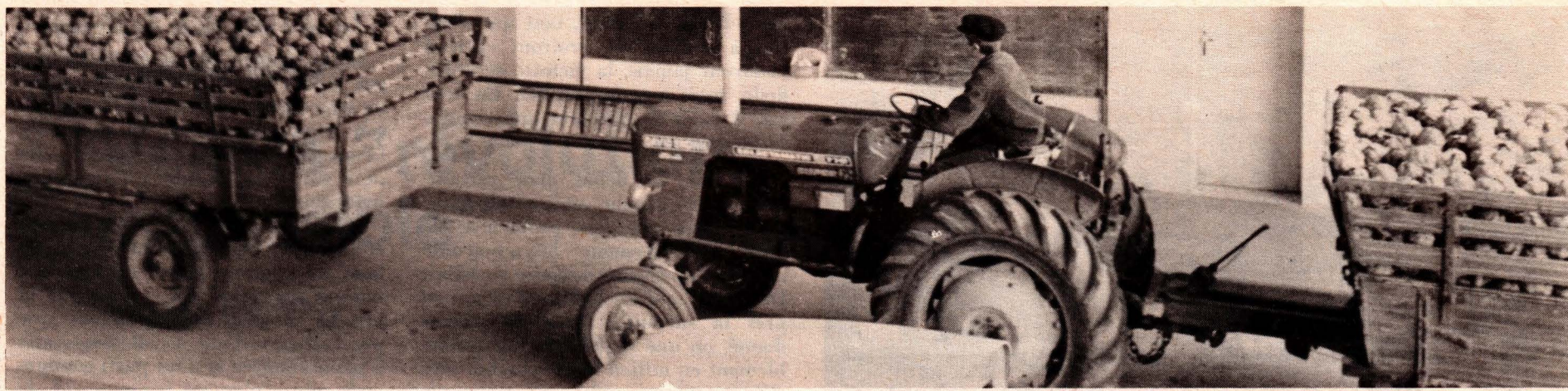
Dans ces conditions, la masse n'a pas besoin d'être « révolutionnaire » au sens du XIX<sup>e</sup> siècle ; il suffit qu'elle soit sympathisante et, en mai, elle l'était. Mais qu'après la défaite, elle ne le soit plus, en juin, n'a rien pour nous étonner.

Bien sûr, on ne peut jurer de rien et la lutte sanglante peut arriver au bout du compte. Il est, en tout cas, normal que ceux qui croient que la victoire ne peut être remportée que par l'alliance d'une social-démocratie à peine rénovée et d'un parti communiste plus tolérant, pensent que la troisième phase, si elle prenait naissance, conduirait indubitablement à la défaite. Lorsque l'analyse est insuffisante, l'imagination fait défaut. La révolution de type classique est sans doute actuellement impossible, mais l'évolution rapide est probablement possible. A ceux qui y croient de l'aider.

Enfin, pour dépasser les tactiques et stratégies humaines, la question essentielle est de savoir si la France et l'ensemble de l'Europe occidentale sont prêts à suivre le modèle américain ou non. Si oui, la marche est toute tracée : augmenter la production et la consommation, exploiter toujours plus les pays sous-développés, admettre deux partis de styles démocrate et républicain comme aux États-Unis, vivre seul, isolé et relativement riche et avec bonne conscience. Dans ce cas, votons F.G.D.S. ou P.C.F. (mais pourquoi, sinon par intérêt personnel, entrer dans ces formations ?). Si non, un autre avenir est possible : un socialisme moderne de gestion qui permet à l'homme qui le veut de ne pas être aliéné, qui ne recherche pas l'efficacité économique uniquement, mais une certaine fraternité entre les hommes, qui ne refuse pas la machine mais rejette la mécanisation de l'homme. Dans ce dernier cas, par des chemins que nous ne connaissons pas parfaitement, mais que le mouvement de mai a singulièrement éclairés, une société nouvelle fraiera sa voie en dépit du gaullisme, de la F.G.D.S. et du P.C.F., au moyen des revendications et des révoltes des « technocrates », intellectuels, étudiants qui, connaissant la société d'abondance, veulent la dépasser et de ceux qui, n'y étant pas encore parvenus, veulent l'atteindre sans l'accepter telle qu'elle se présente aujourd'hui. Puisse cette voie ne pas être encombrée par des hommes d'un autre âge qui n'appréhendent l'avenir que comme un recommencement du passé ! □

P.S. — Il faut remarquer que, lorsque ces lignes ont été écrites, les troupes soviétiques n'avaient pas envahi la Tchécoslovaquie. La forme que le peuple tchécoslovaque a donnée dans une première phase à sa lutte paraît une confirmation de l'hypothèse faite ici. La supériorité matérielle dont on ne peut qu'en partie faire usage, ne donne pas forcément la victoire aux « forces de l'ordre » lorsque le combat est correctement engagé par les insurgés.





Collombert

## Agriculture

# La politique caméléon

Yves Tavernier

*Depuis dix ans, tous les ministres de l'Agriculture affirment la nécessité de remettre en question la politique suivie par leur prédécesseurs et de définir des objectifs cohérents et à long terme. Le dernier en date, Robert Boulin, reprend un scénario maintenant bien rodé et, à grands renforts de publicité, annonce au bon peuple des campagnes que son destin va, enfin, être pris en main. De quoi s'agit-il ?*

Toutes les forces politiques, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition, affirment le même objectif en matière agricole. Elles se proposent de faire participer l'agriculture au développement économique général et d'assurer aux paysans des conditions de vie et un niveau de revenu comparables à ceux dont jouissent les autres catégories sociales. Il faut également garantir au plus humble possible un avenir dans des activités de caractère agricole qui devront assurer la sauvegarde des valeurs de la société rurale traditionnelle, notamment la liberté et la responsabilité du producteur.

### Un « chef-d'œuvre » remis sur le métier

Depuis 1960, la V<sup>e</sup> République affirme avoir élaboré et mis en œuvre une politique d'ensemble, seule capable d'atteindre le but ainsi fixé. Les forces syndicales déclarent en approuver les grands principes et seules une partie de la gauche et l'extrême gauche lui manifestent une ferme hostilité, pour des raisons souvent opposées. Cet accord quasi général pour consolider et développer une exploitation de dimension moyenne, de caractère familial, mise en valeur directement par le propriétaire, a permis au gouvernement et à la majorité des dirigeants professionnels d'affirmer que les problèmes de fond ayant été réglés, il ne subsistait, pour l'avenir, que des problèmes d'ordre financier et administratif.

Voilà pourquoi le général de Gaulle et ses Ministres ont constamment proclamé que la V<sup>e</sup> République avait définitivement rompu avec le conservatisme étroit de Jules Méline et

qu'elle avait conçu une politique agricole résolument tournée vers l'avenir. Depuis 1960, assurent-ils, la prospective est au service de l'agriculture. Il semble, cependant, que cet effort de prévision n'ait pas apporté les résultats escomptés puisque, depuis 1965, les ministres de l'Agriculture affirment la nécessité d'élaborer une nouvelle politique agricole et réunissent des commissions d'experts chargées de proposer de nouveaux plans. Tous les courants du monde paysan font écho aux propos ministériels et déclarent avec le Président de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture : « Nous sommes arrivés au point où il faut repenser la politique agricole et prendre le problème à bras-le-corps. »

Doit-on conclure à l'échec de l'action menée au cours des huit dernières années, alors que Georges Pompidou déclarait devant l'Assemblée Nationale, au mois de novembre 1965 : « Jamais aucun régime n'a fait pour l'agriculture française autant que la V<sup>e</sup> République » ?

Si l'observateur s'en tient à la lettre des lois d'orientation et à la teneur des discours ministériels, il doit constater que les objectifs proposés n'ont pas été atteints. Les dispositions juridiques qui ont été prises et les multiples organismes qui ont été créés n'ont pas modifié les mécanismes fondamentaux de développement de l'agriculture. Mais, s'il considère que la politique agricole ne peut être qu'un chapitre de la politique économique globale, les choix de la V<sup>e</sup> République en ce domaine éclairent parfaitement son attitude à l'égard du secteur agricole.

### Des objectifs cohérents

En réalité, l'objectif constamment retenu depuis dix ans est celui de la création d'une agriculture moderne, compétitive sur le plan international et capable de participer au développement économique général, ce qui conduit à la mise en place d'une agriculture capitaliste. Un tel résultat ne peut être obtenu que par la disparition de la très grande majorité des petits et moyens paysans et par une concentration des exploitations au profit des plus productives. L'erreur d'analyse du mouvement des jeunes agriculteurs a été pendant très longtemps de croire qu'il était possible d'organiser le secteur agricole selon un schéma qui contredise les principes de la politique économique et selon des valeurs qui s'opposent à celles sur lesquelles repose l'ordre social. Le contrôle par la collectivité nationale du marché foncier et de l'utilisation des terres ou le renforcement systématique de la coopération par l'Etat, ne pourront jamais être obtenus dans un système politique libéral reposant sur une économie capitaliste. Ils n'ont pas suffisamment compris qu'une remise en cause fondamentale des structures agraires n'était pas possible sans une remise en cause du système politique global.

Le gouvernement, il est vrai, a conduit le jeu de façon fort habile. Il s'est heurté, dans un premier temps, aux notables politiques et syndicaux qui, pour des raisons politiques, morales et d'intérêt économique, défendaient l'ordre éternel des champs. Il a favorisé alors le mouvement des jeunes agriculteurs et a imposé avec lui une nouvelle approche des problèmes agricoles. Une certaine division du travail s'est instaurée, de fait : le gouvernement a obtenu l'accord des représentants des forces sociales qui le soutiennent et les jeunes agriculteurs ont peu à peu convaincu la nouvelle génération du monde paysan et une grande partie des cadres syndicaux de la nécessité de faire du neuf.

Mais l'opposition des anciens et des modernes masque des divisions beaucoup plus fondamentales. Car, en dépit d'un langage commun en apparence, les novateurs n'ont pas une vision identique du devenir de l'agriculture. De plus, un nombre de plus en plus grand de dirigeants traditionnels abandonnent le combat

d'arrière-garde qu'ils menaient jusqu'alors et jugent plus efficace de jouer avec le gouvernement le développement d'une agriculture capitaliste qui se fera à leur projet, du moins dans une première étape. Ils soutiennent la politique des deux agricultures de Robert Boulin : celle qui est compétitive et dont il faut favoriser le développement et celle qui rassemble la grande masse, condamnée à disparaître et qu'il faut assister. Ainsi, le président de l'Association générale des producteurs de blé, Jean Deleau, n'hésite pas à envisager « une certaine limitation de la production » et considère que le véritable problème qu'il convient de résoudre « est celui de la population active en agriculture », thèmes que lui-même et ses amis ont vivement combattu au cours des dernières années. C'est même en luttant contre ces idées qu'ils avaient assuré leur contrôle sur le mouvement professionnel.

La conjonction entre le gouvernement et les gros agriculteurs enlève au mouvement des jeunes agriculteurs une grande partie de ses possibilités d'action. Une minorité commence à prendre conscience que la « troisième voie » qu'ils avaient dégagée, celle d'une agriculture à base de fédérations d'exploitations moyennes intégrées dans un système coopératif puissant et qu'ils croyaient être la pièce maîtresse des lois d'orientation, semble définitivement abandonnée. Mais les moyens de pression dont disposent ces éléments, actifs surtout dans les départements bretons, demeurent à l'heure actuelle très limités sur les plans syndical et politique. Leur action sera d'autant plus difficile que la « nouvelle politique agricole » sera présentée comme une simple adaptation de la « charte » de 1960 et 1962 dont se réclament tous les courants.

### « La nouvelle politique agricole »

Le gouvernement sera cependant contraint à la prudence dans la mise en œuvre de cette politique. Il doit mécontenter le moins possible l'électorat paysan qui, hostile, a provoqué la mise en ballottage du général de Gaulle lors du premier tour des élections présidentielles en 1965 et qui, favorable, a contribué fortement au succès de la majorité gaulliste lors des élections législatives de juin 1968.



Aussi rien de fondamental ne sera, en apparence, changé. Simplement les mécanismes d'intervention, en particulier dans le domaine foncier, perdront toute efficacité et les fonds publics favoriseront la concentration des unités de production, de transformation et de commercialisation. La politique agricole se réduira à la mise en œuvre d'organismes de reconversion professionnelle pour les jeunes paysans et de diverses techniques pour assurer un revenu minimal à la grande masse des agriculteurs qui n'auront pas de successeurs.

Il en résultera une charge financière considérable pour la collectivité nationale, ce qui provoque déjà des réactions défavorables dans certains milieux économiques (cf. Roger Priouret dans *l'Express* du 2 septembre). Le secrétaire général de la F.N.S.E.A., Michel Debatisse, reconnaît l'impor-

tance de cette charge mais il la justifie en faisant remarquer que la nation toute entière porte la responsabilité du retard de l'agriculture.

Mais la réponse n'est pas aussi certaine. En fait, personne ne conteste la nécessité du développement d'une agriculture moderne. Le seul problème est de savoir au bénéfice de qui se feront les mutations nécessaires et s'il appartient à la nation de financer la constitution d'un patronat agricole à effectifs réduits, contrôlant l'ensemble d'une activité qui prendra de plus en plus un caractère industriel. D'autres modèles demeurent possibles et qui paraissent à d'autres courants politiques et syndicaux, au P.S.U. en particulier, plus conformes à l'intérêt général. Le « prix » qui devra nécessairement être payé ne peut être apprécié indépendamment du type de société qu'il permettra de construire. □



Collombert

*L'homme a peur du vide*

## Logement

# H.L.M. ou don du ciel

Jacques Ferlus

Les organismes d'H.L.M. viennent de se réunir en Congrès à Grenoble. Ils se sont posés la question d'une meilleure efficacité sociale de leurs réalisations. C'est en effet une question importante. Si les logements sociaux ne sont pas assez nombreux (185 000 construits l'année prochaine), ceux qui existent ne donnent satisfaction ni aux usagers, ni aux constructeurs. Les programmes H.L.M. sont trop chers.

### Des loyers trop élevés

Le problème est simple à poser : les logements sociaux doivent loger en priorité les familles qui vivent dans des locaux surpeuplés ou insalubres et celles ayant de faibles revenus. Pour la première catégorie, une récente enquête de l'I.R.C.O.M. effectuée pour le compte du District de Paris, révèle que 2 900 000 personnes vivent dans 720 000 logements exigus ou insalubres. Rien que sur la région parisienne, il faudra attendre plusieurs années avant que les H.L.M. puissent proposer un toit digne de ce nom à ces familles.

Quant à la catégorie des faibles revenus, il est clair qu'il leur est de plus en plus difficile d'accéder au logement social. N'importe quel administrateur d'office d'H.L.M., n'importe quel maire ou conseiller municipal un tant soit peu responsable vous dira quelles pirouettes il faut faire pour réduire au maximum le prix des loyers. La plupart du temps c'est la qualité de la construction qui en souffre : on supprime le vide-ordures, l'insonorisation ; on utilise des matériaux de faible qualité...

Et malgré toutes ces petites écono-

mies, trop de familles sont écartées des H.L.M. L'Union des H.L.M. a mené là-dessus sa petite enquête. Sur près de 60 000 candidats aux logements, 50 % gagnent moins de 900 F par mois et auront ainsi bien des difficultés pour payer un loyer d'environ 200 F par mois. De cette même enquête, il ressort que 10 % de ces 60 000 candidats ont dû, à cause du manque de ressources, refuser le logement qui leur était offert.

En administrateurs responsables, les offices d'H.L.M. prennent un maximum de garanties avant d'attribuer les logements. Malgré cela, on constatait que 2 à 3 % des locataires avaient du retard dans le paiement de leur loyer. Ce pourcentage est en augmentation. Il peut atteindre 12 % avec des dettes de plusieurs centaines de milliers de francs.

### La réforme Ortolini est dépassée

Cette situation ne date pas d'hier et les organismes de H.L.M. sont constamment préoccupés de trouver des formules aptes à satisfaire le maximum de familles concernées par les logements sociaux. Leur congrès de 1967 avait poussé M. Ortolini, alors Ministre du Logement, à mettre en place une réforme qui porte son nom. Celle-ci prévoyait, en particulier, un abaissement des coûts des constructions et la création d'une nouvelle catégorie : les P.L.R. (programme à loyer réduit).

Quoique favorable à cette réforme, l'Union des H.L.M. ne la trouve pas suffisante. Elle réclame que 250 000 logements sociaux soient construits en

1969, au lieu de 185 000 prévus. Sur ce chiffre, 75 000 logements (au lieu des 25 000 prévus) devraient être à loyer faible. Bien que supérieurs de 35 % aux prévisions du gouvernement, ces chiffres ne sont encore pas suffisants si l'on veut véritablement enrayer la crise. L'union des H.L.M. demande aussi un assouplissement des mesures administratives et une extension des prêts avec un abaissement des intérêts. Mesures que depuis plus de vingt ans gouvernements et parlementaires ont toujours refusé de pratiquer et qui pourtant sont un élément de solution important.

Pour tenter de répondre aux vœux des congressistes, M. Chalandon est venu annoncer qu'il créait une nouvelle catégorie de H.L.M. : les P.L.S. (programme à loyer social), destinés aux plus faibles revenus. Tout cela sans autres précisions pour l'instant. Il a également parlé de diverses mesures concernant la péraquation des loyers entre diverses cités, le renforcement des surloyers, la suppression des planchers de ressources. Toutes ces choses ne résoudreont pas la crise même si elles paraissent séduisantes aux Français. Le Ministre termina son discours en proclamant que « le droit au bonheur commence par le droit au logement ».

### Le droit au logement selon M. Chalandon

Voilà qui est fort touchant sortant de la bouche d'un ministre qui, quelques jours plus tôt à Bordeaux, clamait la nécessité de recréer une économie de marché en matière de logement. Il ouvrait ainsi de nouveaux horizons aux spéculateurs et

aux promoteurs qui ne sont pas encore prêts à s'intéresser aux logements sociaux. Mais, comme l'a si bien dit le ministre à Grenoble : « Les Français qui veulent consacrer 40 à 50 % de leurs revenus à leur loyer pour être logés (plutôt que de ne pas l'être) doivent pouvoir le faire. » Tel est le droit au logement selon M. Chalandon qui parle au nom du gouvernement.

Face à cette carence de l'Etat en matière de logement social, quel avenir peuvent espérer les Offices d'H.L.M. ? Leur force est d'être pratiquement les seuls à avoir une connaissance précise de la situation et de l'étendue du problème. Leur avenir passe certainement par la façon dont ils populariseront leurs idées. Dès maintenant, la participation des locataires à la gestion et à l'administration des ensembles est envisagée. Mais il faut faire plus. Trop d'offices travaillent encore dans le secret. L'expérience montre qu'une mobilisation de l'opinion peut se faire, des positions fortes peuvent se prendre, là où des commissions extra-municipales du logement existent et où elles permettent une participation de la population à l'élaboration et à la discussion des projets.

A Grenoble, le Congrès s'est terminé par cette phrase : « Nous devons dire au pays qu'il aura besoin de construire 10 millions de logements d'ici 1985. Ne pas en prendre conscience, ne pas le vouloir, c'est accepter la voie de la régression sociale ». Qui ne le veut pas ? Sûrement pas les Français. Il faut que cet appel lancé du haut d'une tribune devienne la revendication de tout un peuple. □



## □ La conférence nationale des secrétaires fédéraux

Les secrétaires fédéraux du Parti se sont réunis ces 21 et 22 septembre au calme, dans la campagne parisienne, pour étudier ensemble tous les problèmes de relance du parti à l'automne. Cette assemblée des camarades sur lesquels repose en fait la vie du Parti a pris connaissance des propositions du Bureau national et en a examiné les conditions d'application sur quantité de problèmes. C'est ainsi qu'ont été évoqués les problèmes de trésorerie, les modifications attendues de Tribune Socialiste, les problèmes de formation, l'organisation et le travail des sections et la mise sur pied des structures régionales du Parti. De plus les camarades ont examiné les perspectives du développement du Front Uni contre la Répression, l'organisation des Assises de l'Enseignement, la préparation des deux journées de manifestations régionales des 7 et 8 décembre, la préparation des deux journées nationales d'action agricole les 9 et 10 novembre, des Journées Nationales d'action « Entreprises » les 19 et 20 octobre. Ils ont également étudié la préparation de la Rencontre Nationale « Jeunes » de Grenoble du 1<sup>er</sup> au 3 novembre. Enfin une tournée générale de meetings du P.S.U. à travers tout le pays a été préparée.

C'est un parti en plein travail que cette Conférence des secrétaires fédéraux a permis de découvrir, travail dont le renforcement récent du Parti est la conséquence en même temps qu'il permettra de poursuivre ce renforcement. L'accord s'est fait cependant pour constater que la principale difficulté rencontrée aujourd'hui dans le développement du parti est son insuffisance

administrative et comptable. La santé du parti suppose qu'un effort très général soit fait pour apurer les comptes, faire rentrer les cartes, assurer correctement les liaisons et améliorer notre administration.

## □ Entreprises

Licenciements pour activité syndicale ou pour « compression de personnel », montée des prix et absence de moyens de contrôles des travailleurs sur les mécanismes de l'entreprise qui les concernent directement. La rentrée s'annonce difficile sur le front social.

C'est pour en déduire une ligne d'action, et pour organiser les travailleurs sur leur lieu de travail dans les sections ou groupes d'entreprises P.S.U. que, le 19 et 20 octobre 1968, à Paris, se tiendront les

Journées Nationales Entreprise  
Tous les camarades des sections et groupes d'entreprise, tous les responsables des commissions entreprises fédérales sont invités à ces journées.

## □ Chartres

Hôtel de Ville de CHARTRES  
Vendredi 27 septembre - 20 h. 45  
De Mai à Octobre 1968  
Meeting-Débat avec André BARJONET, Jacques SAUVAGEOT, Marc HEURGON

Grenoble 68 : 1 - 2 - 3 Novembre  
Les jeunes de la révolte  
à la révolution socialiste

## Matériel disponible

- La Révolution trahie de 1968, par André BARJONET ..... 3,00 F
- Livre Noir des journées de Mai : UNEF, SNE sup ..... 5,00 F
- Mai 68 : disque 45 tours ..... 5,00 F
- \*\*
- Programme Santé du PSU ..... 2,00 F
- Statuts du PSU ..... 1,00 F
- \*\*
- Cahier du Centre d'Etudes Socialistes
- N° 70-71 : Réforme de l'entreprise ou contrôle ouvrier.  
(Débat entre J.M. Vincent, Ernest Mandel, Gilbert Mathieu, Bloch-Lainé ..... 3,00 F
- \*\*
- Livres des Etudes et Documentation Internationales
- La question chinoise dans l'Internationale Communiste ... 16,10 F
- Pologne-Hongrie : 1956 ..... 24,50 F
- Otto Bauer et la Révolution ..... 18,10 F
- Black Power ..... 16,20 F
- Lénine, par Lukács ..... 5,90 F
- L'économie politique du rentier, par Boukharine ..... 14,50 F
- La Nouvelle Economique, par Preobrajenski (préfaces de P. Naville et E. Mandel) ..... 17,60 F

(Joindre Chèque à la commande : Tribune socialiste, C.C.P. 5826 65 Paris - envoi franco.  
Pour tout achat direct au 54, boulevard Garibaldi, ristourne de 10 %.)

## ACTUELLES

### □ Wilson pour Ian Smith?

Tous les rapports présentés lors de la Conférence organisée à Londres en juin dernier par le Comité spécial de l'O.N.U. sur l'apartheid, concluaient à « la menace croissante que présente, pour la sécurité et la paix en Afrique et dans le monde, la politique sud-africaine » du fait surtout de son caractère expansionniste, qui revêt, particulièrement dans les rapports avec la Rhodésie, la forme d'une véritable intégration. La position — renforcée par de récentes élections — de M. Ian Smith, qui tout en choisissant son vocabulaire ne cache pas ses buts ségrégationnistes, risque d'être bientôt officiellement reconnue et légalisée par le gouvernement britannique, qui vient de renouer le « dialogue ». La Conférence a étudié également la situation créée par la lutte armée menée actuellement contre ces régimes — appuyés sur la puissance économique et militaire considérable de l'Afrique du Sud — par les forces nationalistes africaines. Nous reviendrons sur cet aspect du problème, qui a certainement été évoqué au cours des entretiens récents entre le Président de la Zambie, M. Kaunda, de passage à Paris, et les autorités françaises et le Président de la République — problème qui n'a toutefois pas été signalé parmi ceux de politique afri-

caine et mondiale sur lesquels un accord a pu être constaté. □

### □ Les silences de Couve

Il commence toutes ses réponses par « Ecoutez... » et puis il ne dit rien. Il affirme sans passion que le pouvoir est « passionnant ». Il a l'air anglais mais ne veut pas des Anglais. Couve de Murville, c'est un personnage... Pourtant lundi soir, à la télévision, il a fait une médiocre performance. Son dernier récital, en tant que ministre des Affaires étrangères dans l'émission *En direct*, animée par Emmanuel de la Taille, avait été un régal : plissements de nez, platitudes distinguées, habiles litotes, tout y était. Face à la presse a succédé à *En direct avec*. Signe des temps : Michel Droit a remplacé E. de la Taille; surtout, Alexandre Tarta n'a pas le talent de réalisateur d'Igor Barrère. Dans un décor banalisé et enlaidi, des caméras moins bien placées laissaient échapper les moues et les regards significatifs. A la technique du coup de poing — caméra braquée sur celui qui reçoit, en direct, la question — succède celle du cinéma de papa — plan moyen sur la table, puis gros plan sur celui qui pose la question. L'émission y perd beaucoup.

Mais le vrai responsable de l'échec a bien été le Premier ministre, mal à l'aise semble-t-il dans son nou-

veau personnage, banal et peu convaincant sur les sujets de politique intérieure, surtout sur la décentralisation et l'Université. Il faut dire que ses trois interlocuteurs ne lui rendaient pas la partie facile, ternes et intimidés qu'ils semblaient. Pierre Sainderichin, excellent et sympathique journaliste de la presse écrite, mais jusqu'ici plus à l'aise à la T.V. dans l'interview de Nounours que dans celle des Premiers ministres, réussit cependant à mettre Couve en difficulté, sur l'ORTF. Le court silence qui suivit la réponse embarrassée fut un des rares bons moments de l'émission. Sur la participation, « troisième voie » entre capitalisme et socialisme, Jean Ferniot était également tout près de marquer un point. Mais le cœur n'y était pas. Alors, sagement, on fit semblant de s'intéresser aux filles et aux cannes de golf de M. Couve de Murville. Couve n'en parut pas autrement étonné : il est clair que désormais, le voyage de Bar-le-Duc l'a également montré, il va songer à devenir populaire. Pompidou se souvient-il que lorsqu'il devint Premier ministre, tout le monde pensait que Michel Debré serait le vrai chef de la majorité?...

### □ Le palmarès

• Il s'appelle Marcel Innocenti, sa femme, médecin scolaire, est fran-

çaise, ses trois enfants sont français. Lui, il est né en France, de parents italiens, et a vécu en France presque toute sa vie.

Son seul crime est d'avoir gardé la nationalité de son pays d'origine...

« Deux jours après les élections, nous écrit-il de Milan, la police a sonné chez moi à quatre heures du matin, je me suis retrouvé à la frontière avec, pour tout bagage un arrêté d'expulsion signé du Préfet du Var ».

Personne ne lui avait jamais rien reproché.

Mais on a dû savoir qu'il avait beaucoup de sympathie pour des Français nommés Varlin, Blanqui, Jaurès.

Dans la France de Marcelin, ça ne se pardonne pas!

• Un ingénieur gagne 3.567 F par mois. Une femme ingénieur, 2.910 F. Un technicien 1.847 F, une technicienne 1.261 F.

Un ouvrier qualifié 1.046 F, une ouvrière qualifiée 705 F.

Ces quelques chiffres sont extraites d'un document récent publié par l'Institut de la Statistique.

Le même jour nous parvenait cette information d'Angleterre :

« Le Congrès des syndicats anglais, réunis à Blackpool, a réclamé l'égalité de salaire pour les femmes. Les syndicats sont décidés à lancer un mot d'ordre de grève nationale si le gouvernement refusait » □



## Lettre de Washington

# Amérique, América

Pierre Daniel Trégrier

**N**ew York, Judson Memorial Church, entre la 10<sup>e</sup> et la 11<sup>e</sup> rue, ce soir d'été, Joan Baez était venue chanter pour les enfants du Biafra. Elle s'avance, pâle, triste, une guitare à la main. Elle parle d'amour, de paix. Et puis soudain « Une dépêche de U.P.I. a annoncé il y a quelques instants que les Russes avaient envahi la Tchécoslovaquie ». Quelques secondes. Les hippies barbus retour de Californie se rongent les ongles en silence. Les « petits Blancs » venus il y a vingt ans de l'autre côté du rideau de fer joignent les mains et se concertent à voix basse. « Farewell Angelina ! » mais le cœur n'y est pas, les longs doigts de la « princesse » accrochent nerveusement les notes. Sa voix qui s'efforce d'être claire semble crier en silence : « C'est la répétition de l'histoire ! Rien ne me choque plus maintenant. La stupidité humaine continue. »

### Les salauds sont les mêmes partout dans le monde

Au quartier général du comité de grève de l'Université de Columbia, sous le drapeau rouge que Mark le rouge et ses camarades ont accroché en avril dernier face aux murs de briques rouges des facultés, les étudiants du S.O.S. commentent la nouvelle avec un peu moins de sentiment et beaucoup plus de réalisme. « Nous sommes solidaires des Tchèques, parce que l'agression dont ils sont les victimes montre une fois de plus à l'évidence que les Russes ne sont plus à la tête de la Révolution socialiste internationale. Les intérêts des Russes et des Américains sont les mêmes. Les tanks qui sont maintenant dans les rues de Prague, pourraient être aussi bien dans les jungles du Sud-Vietnam. »

Samedi. — Times Square. D'un côté les vétérans de l'American Legion, calot sur la tête, banderolés et caliquots aux couleurs de la Tchécoslovaquie. De l'autre, les étudiants, des ouvriers, la masse des cheveux longs de la nouvelle gauche américaine de « Peace and Freedom Party » à la « Résistance » pacifistes ou révolutionnaires. Entre eux, les cops qui balancent nerveusement leur matraque. Pas d'incident, c'est une chance, des mots, des injures de part et d'autre. Deux mondes.

Dimanche. — La télévision retransmet en direct la séance de l'Assemblée générale des Nations Unies. On attend avec impatience la déclaration du représentant tchèque. « La tactique tourne bien » laisse tomber un ami mexicain. « De toute façon on va encore avoir droit à de beaux discours. Il faut croire que les Russes ont de sacrés ennuis chez eux. Ils viennent de faire une c... Ce sont les derniers soubressauts des

staliniens. Mais c'est bien fait ! Ils vont être obligés de tout débarrer, même Trotsky. »

Lundi. — La Convention démocrate vient de s'ouvrir. Personne ne se fait trop d'illusions. Humphrey va l'emporter, mais le tout est de savoir comment, et si l'opposition macarthiste va pouvoir se faire entendre. Dès le premier jour, chacun se rend compte que tout a été truqué, que Bailey le maire de Chicago a fait régner l'ordre à l'extérieur comme à l'intérieur. La vieille machine du parti a écrasé comme un rouleau compresseur ceux qui voulaient lui redonner un peu de sang frais. William vient de refermer le poste de télévision qui retransmet les bagarres de Dow Town. Ancien rédacteur en chef du *New York Post*, il a longtemps travaillé avec Kennedy puis MacCarthy. « Je suis écœuré. C'est tout. » Au siège des partisans de MacCarthy, des jeunes gens qui reviennent pour la plupart de Chicago, tirent des tracts, d'autres se préparent à aller coller des affiches. « Déçus, un peu, mais on s'y attendait. De toute façon rien n'est fini. Pour nous, la campagne continue. » Idéalistes sans doute.

Vendredi. — Michel vit depuis cinq ans à New York. « La Convention a été une vaste comédie. Elle a montré qu'une fois de plus la démocratie était loin d'exister dans ce pays. L'Amérique est en train de se casser la g... »

Peut-être pas, mais l'Amérique est malade. Les innombrables mouvements, les multiples organismes qui se battent chaque jour contre l'intervention de leur pays au Vietnam, ont parfaitement conscience de leur impuissance. Certes, l'opposition est puissante surtout chez les jeunes, mais comment peuvent-ils agir ? Descendre dans la rue, manifester. « Regardez Chicago ! La moindre manifestation un peu violente et les flics tirent, matraquent à tour de bras » dit l'un des rédacteurs de la revue *Rat*. « Nous sommes dans le désarroi le plus total, mais nous savons très bien que d'ici peu de temps tout changera. »

Les Noirs. Ils détiennent sans doute une part du remède. L'idée de Black Power fait son chemin, lentement et même les plus intégrés commencent à s'y rallier. David est l'un des plus proches collaborateurs de Leroi Jones. « Le pouvoir noir, nous le voulons maintenant, et à n'importe quel prix, avec ou sans violence. Les élections ne résoudront rien, car aucun des politiciens n'a compris que c'est d'abord en résolvant notre problème que l'Amérique commencerait à se sauver elle-même. » En attendant « c'est un lent ferment de mort ». □



Franco et Salazar : les affinités criminelles

A.D.N.P.

## Portugal

# Salazar : l'agonie d'un tyran

Michel Lange

**C'**est peut-être la fin du règne le plus long du 20<sup>e</sup> siècle. Depuis 1932, Antonio de Oliveira Salazar, aujourd'hui âgé de 79 ans, impose son autorité au Portugal, sans faille ni répit.

Sacrifiant le développement à une monnaie forte, l'escudo, très recherché, isolant son pays jusqu'à l'entrée du Portugal dans l'A.E.L.E., le premier mérite de son règne est de fournir l'exemple dans une Europe moderne d'un Etat du siècle dernier détenteur de tristes records : le taux d'analphabétisme le plus élevé d'Europe : 38 % de la population âgée de plus de 15 ans, la plus forte proportion de gens de maison (6,2 %), 50 % d'accouchements sans assistance médicale.

Pour cela pas d'économie de moyens : les partis politiques, les syndicats, la liberté d'expression et de réunion sont inconnus au Portugal. L'opposition, même conservatrice, est démantelée, en exil ou en prison. A l'appui de l'Estado Novo, la P.I.D.E., sinistre police politique, fait régner la terreur : 10.000 Portugais ont connu la prison politique de 1961 à 1966.

Les milliers d'agents de la P.I.D.E. surveillent les suspects, enlèvent les

opposants en pleine rue, espérant ainsi trouver sur eux des documents compromettants, interrogent inlassablement en empêchant les « suspects » de dormir pendant souvent quinze jours. Puis c'est la prison. A Péniche ou dans le camp de Tarrafal rouvert en 1963 dans les îles du Cap Vert dont on ne sort qu'à l'état de « loque dépolitisée ». Maître Mario Soares, candidat de l'opposition démocratique aux élections présidentielles de 1965, vient d'y retourner. Quant au général Delgado, candidat de 1958, dont on chuchote qu'il avait gagné les élections par une campagne dynamique qui avait drainé des foules considérables, il a été assassiné le 13 février 1965 en Espagne lors d'un mystérieux rendez-vous avec des officiers conspirateurs.

L'opposition bourgeoise est coupée des masses populaires, souvent analphabètes. Même si le peuple pouvait lire, il ne pourrait guère s'informer. Car, deuxième argument frappant du salazarisme après la P.I.D.E., la censure veille. Tout livre à caractère « politique, économique ou social » doit être remis au secrétariat à l'information avant sa parution. Et l'Eglise, elle-même, une des clefs de voûte du régime « catholique », diri-



gée par le cardinal Cerejeira, vieil ami de Salazar, réfrène les clans, certes bien modérés, des catholiques libéraux.

A quoi a donc abouti l'Estado Novo ? A une « démocratie sélective » à caractère ouvertement fasciste avant la guerre de 1939. C'est « la chambre corporative qui par son origine et sa formation représente, beaucoup plus que l'assemblée nationale (maintenue curieusement jusqu'à maintenant) les différents intérêts qui se meuvent dans la nation ».

### Une protection particulière

A un immobilisme économique secoué récemment par le tourisme et l'adhésion à l'A.E.L.E., les sept regroupés autour de l'Angleterre pour contrer le Marché Commun en 1960, rendue inévitable par le libre échange en cours pendant les années 50. Au sein de l'A.E.L.E., le Portugal bénéficie, de par son économie sous-développée, d'une protection particulière. Cela lui a permis d'attirer les investissements industriels, notamment américains et allemands à destination de toute la zone.

Mais le développement important du secteur industriel qui emploie 30 % de la population active et dont la production a cru de 1960 à 1967 de 65 % ne suffit pas à contre-balancer la carence dramatique d'un secteur agricole extrêmement arriéré et qui absorbe 47 % de la population active. Pis : les rendements des principales céréales ont baissé depuis 1950 ! Au Nord, le morcellement excessif de la terre qui rend impossible toute mécanisation explique les bas rendements. Dans le Sud, les grands domaines de culture extensive ne correspondent pas aux nécessités d'un petit pays à forte population.

En même temps depuis 1960, les prix montent, entraînés par ceux des autres pays d'Europe, neutralisant les maigres hausses de salaire.

Résultat : stagnation du revenu par tête aux alentours de 300 \$ par an. En un jour l'ouvrier portugais gagne ce que gagne l'ouvrier français en une heure. Les exportations portugaises de l'année sont équivalentes à celles d'un mois en Belgique. On voit l'écart. Les Portugais partent donc, de plus en plus, chercher fortune à 500 F par mois ou moins dans les usines des pays étrangers. 120.000, dont 70.000 s'installent en France.

L'élément sain de tout ce corps économique anémié : les réserves d'or et de devises. L'orthodoxie a payé. Le tourisme s'accroît. Dans les caisses de l'Etat : un an d'exportations accumulées grâce à la main-d'œuvre bon marché et l'épargne très stricte. Mais, là encore, la doctrine risque de tout évaporer : il s'agit pour « défendre l'Occident » de préserver l'empire d'Afrique. Et cela coûte fort cher : 42 % du budget portugais passent à la défense nationale. L'exploitation des colonies était jusqu'à maintenant rentable. Toutes les industries extractives se trouvent en Afrique : fer, uranium exploité par

Péchiney, pétrole, or et diamants en Angola.

### Les Algérie du Portugal

La métropole s'approvisionne en produits de base et vend du « transformé », vieille formule du pacte coloniale. L'excédent de la balance de la métropole avec la zone escudo est réinvesti sur place. Et l'excédent de la balance des provinces d'outre-mer avec l'étranger permet de réduire des deux tiers le déficit de la balance des paiements de la métropole.

Mais pour éviter, comme le dit Salazar, que « l'Afrique d'aujourd'hui ne soit minée par le communisme » il faut combattre les mouvements de libération les plus efficaces d'Afrique, organisés comme le F.N.L. vietnamien et qui en sont à la phase que celui-ci connaît en 1966. Surtout en Guinée Bissau et au Mozambique. 35.000 soldats en Guinée gardent le tiers du territoire non encore libéré. Principale activité militaire des Portugais : les bombardements avec napalm et phosphore. Sinon, les Portugais qui ont perdu 2.000 hommes l'an dernier et neuf de leurs soixantes bases (200 à 600 hommes) depuis le début de 1968 ne s'aventurent pas dans la zone libérée. Le P.A.I.G.C. d'Amilcar Cabral, contrôle 50 % de la population (800.000), éduque 15.000 enfants et assure le service sanitaire. Et comme me le disait Amilcar Cabral : « Nous ne voulons pas de l'autodétermination, car nous nous sommes autodéterminés par six ans de lutte armée. » Mais, le Portugal ne veut pas céder. Une concession entraînerait tout l'édifice. Au Mozambique, 7 millions d'habitants, 20 % du territoire est « libéré », sauf quelques agglomérations. Le Frelimo de Eduardo Mondlane y a tenu son II<sup>e</sup> Congrès en juillet, survolé par des bombardiers impuissants. Il vaccine, éduque 100.000 enfants, a une école secondaire à Dar es Salaam. Là, la politique portugaise est différente : coloniser à tout prix, avec l'appui intéressé de l'Afrique du Sud qui se ménage des Etats tampons contre la vindicte des Etats noirs.

### Il y a déjà 150 000 colons et les projets sont grandioses

Ici encore, les gisements sont concédés à des sociétés étrangères : le fer a été accordé au trust japonais Sumitomo, le pétrole à Gulf ou E.R.A.P. Mais la plus grande richesse du Mozambique reste la « vente de la main-d'œuvre ». Depuis la convention de 1926 avec l'Union Sud-Américaine quelques cent mille Africains vont « s'instruire » dans les mines d'Afrique du Sud et de Rhodésie. En échange le Mozambique reçoit de l'or sud-africain, quelques 4 millions de dollars. En plus l'Afrique du Sud s'engage à faire passer par Lourenço Marques 47,5 % du trafic à destination du Transvaal.

C'est dans la grande et riche Angola (trois fois la France), deuxième producteur de café, que la lutte est la plus difficile : 70.000 soldats, 400.000 colons, tous les hommes valides sont des miliciens et le capital

étranger afflue, consolidant le statu quo. Autant dire que la libération ne sera pas facile. L'Afrique du Sud et l'O.T.A.N., alliés de fait dans cette affaire fournissent assistance et matériel au Portugal. Les membres de l'O.T.A.N. se refusent à voter les motions de l'O.N.U. condamnant l'ultra-colonialisme du Portugal, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en tête.

Il n'est donc pas question de reculer.

### Les héritiers

Un résultat positif cependant à la colonisation portugaise : elle fournit à ces peuples une formation politique accélérée : six ans de lutte en Guinée, cinq ans au Mozambique ont appris l'organisation et créé un véritable sentiment national.

Le Portugal, comme l'a dit son chef, « résistera-t-il indéfiniment ? » ou la disparition du chef signifiera-t-elle l'écroulement de l'empire ? L'avenir reste sombre : en Afrique Vorster veille. Il a renforcé les liens avec le Portugal, fourni des armes et quelques bataillons de police. Dans la métropole, l'armée est prête, ses partisans nombreux, même parmi ceux à qui quatre ans de service militaire a inculqué la foi dans « l'occident ». Car, Salazar, jaloux de son hégémonie sur le pouvoir, n'a pas choisi de dauphin.

Il laisse tout de même en place une caste de fonctionnaires du parti. Vieillis, anciens de 1926, ils peuvent, un temps, maintenir l'ordre. Ils sont divisés en deux clans. A la tête des « intellectuels » le plus prestigieux des dauphins : Marcello Caetano. A 62 ans, celui-ci est l'un des bâtisseurs de la doctrine. Le premier, en 1945,

il a affirmé les virtualités propres du régime corporatif qui lui permettrait de survivre à leur créateur. Il en devint ministre. Aujourd'hui, il est ministre de l'Outre-mer après avoir connu une éclipse consécutive à la campagne de Delgado.

Derrière lui, quelques outsiders.

Mais la succession se règlera avec le général Venancio Deslandes, chef de l'Etat-Major des forces armées, ancien gouverneur de l'Angola. Intégriste, il a en face de lui le général Santos Costa, monarchiste. Entre eux deux l'armée balance. Mais les deux sont d'extrême-droite. Que la succession s'accorde ou non d'une monarchie, le régime ne sera donc pas, dans un premier temps, menacé. La police veille et pour bien assurer la moralité quelques deux cents civils sont arrivés l'autre mardi à Ota, à 90 kms de Lisbonne, dans un avion de l'U.S. Air-Force. Ce pourrait bien être les agents du F.B.I. appelés à la rescousse par le président de la République, l'amiral Americo Thomaz.

Face à ce déploiement, l'opposition régulièrement démantelée et coupée des masses ne peut encore offrir d'alternative. Le coup de main contre la Banque du Portugal, l'an dernier, l'attaque en 1961 de la caserne de Beja, les émeutes populaires de 1962, n'ont été que tressautements isolés vite réprimés. Les cadres de l'opposition sont en place mais pour l'instant tout l'échiquier politique est à droite. Au moindre atterrissement du régime, cependant, il peut basculer dans le désordre et provoquer la cristallisation vigoureuse des libéraux. Alors l'armée devrait intervenir. Pour cela, elle s'affaiblirait dans les colonies et ce serait le début de la déliquescence. □

## □ Sur la Tchécoslovaquie

Dans le numéro 263 des *Temps Modernes* (daté d'avril 1968), on lira plusieurs articles consacrés à la Tchécoslovaquie qui furent écrits bien entendu avant l'intervention soviétique. Dans « naissance d'une opposition socialiste au sein du socialisme » Ilios Iannakakis explique comment s'est forgée la convergence des partisans « du renouveau » au sein même du parti communiste tchécoslovaque. C'est un plaidoyer en faveur d'une transformation de l'intérieur, à la fois la seule possible et la seule valable. Toutefois ce cadre n'exclut pas la variété des forces sociales qui interviennent dans le « processus de renouveau » ; le rôle des intellectuels en particulier est mis en avant à l'occasion du IV<sup>e</sup> Congrès des Ecrivains. Etablissant une chronologie des faits, l'auteur termine son exposé en rappelant que le « contrôle du pouvoir » se pose une fois même qu'il est passé en des mains plus progressistes et que ce problème doit se trouver au centre même du nouveau programme attendu par les masses.

A côté de cette analyse on notera plusieurs textes plus spécialement consacrés aux problèmes culturels : Antonin Liehm s'attache à démontrer qu'il faut débarrasser la culture du « double diktat du pouvoir et du marché » ; tandis qu'interrogé lors d'un entretien Ludvik Vaculik traduit allégoriquement son itinéraire dans la Tchécoslovaquie « socialiste ». Le rôle de la culture comme phénomène d'identité nationale prend à travers ces divers exposés une importance qui n'existe pas ou plus dans un pays comme la France, mais qui l'apparente par contre à ce que l'on observe dans les pays sous-développés (les différences de

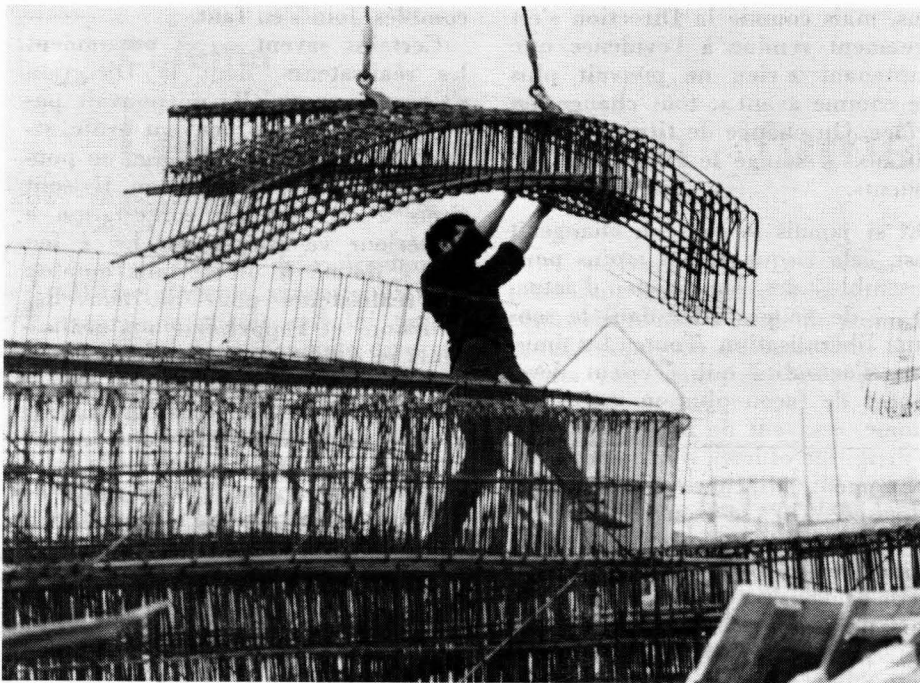
contexte devant évidemment être retenues). Quoiqu'on en pense, le 20<sup>e</sup> siècle sera aussi celui des « nationalités ».

Enfin il convient d'accorder toute son attention au livre de Pavel Tigríd « Le printemps de Prague » (Le Seuil). Montage de textes officiels, rapide aperçu des années antérieures aux derniers événements, le recueil de Pavel Tigríd est un document de premier plan dans la mesure même où il autorise de recourir aux sources et attribue aux Tchèques ce qu'ils ont effectivement déclaré.

**Venez au Sicob  
voir fonctionner  
le nouveau  
duplicateur stencil  
Gestetner  
466**

Le duplicateur 466 apporte de nouveaux et nombreux progrès au procédé stencil. La simplicité de manœuvre, l'automatisme de fonctionnement et de réglage permettent à un opérateur, même novice, d'obtenir rapidement 10, 100, 1000, 5000 copies impeccables. Venez au SICOB admirer la ligne séduisante de cette machine, due au styliste Raymond Loewy (C.E.I.). Profitez-en pour voir fonctionner le graveur automatique de stencil ES. 455 qui, en quelques minutes, transcrit sur stencil n'importe quel document.  
Au SICOB : Stand 2. B. 280 et 281 - Tél. : 637-44-89/90.  
Si vous ne pouvez venir, demandez à Gestetner sa documentation n° 618, 71, rue Camille-Groult - 94 - VITRY - Tél. : 482-47-85.





Et l'emploi, ce marchandage

Collombert

## Livres

# L'emploi cette marchandise

Pour chaque problème de l'actualité économique et sociale, les ouvrages de la collection « Société » offrent au lecteur une bonne anthologie de renseignements de base, d'analyses indispensables et d'aperçus utiles sur l'avenir. Ce que l'on n'a pas peut-être pas toujours suffisamment remarqué c'est l'ambiguïté « idéologique » qui préside parfois à certains de ces ouvrages, le caractère « technique » dissimulant comme à l'insu du lecteur des équivoques de fond. A la lecture d'une récente publication consacrée à la cruciale question de l'emploi (1), nous nous sommes mieux rendus compte de certaines contradictions, de certaines conceptions pour le moins discutables.

### Derrière l'opportun bilan

Le livre de J.-Ph. Maillard comblera sans doute bien des lacunes mais il nous laisse relativement sur notre faim lorsqu'il s'agit de situer le chômage dans l'économie globale et de porter un jugement sur tout ce qui tourne autour de la maîtrise du « marché du travail ».

Voici donc d'abord une série de renseignements statistiques : accroissement des jeunes, mise en évidence de la faible croissance de la population active en France en même temps que de l'extension de la charge des inactifs, aperçus sur les taux d'activité et sur les mouvements des divers types d'activité (les conclusions sur les parts respectives de l'industrie et des services ne sont pas automatiques comme on le croit trop souvent).

S'agissant du chômage proprement dit, l'auteur rappelle opportunément

son importance chez les femmes, chez les travailleurs étrangers (lesquels constituent 8 % de la population active). Il se livre à une critique pertinente du discrédit porté sur l'âge, discrédit de plus en plus précoce alors que même du point de vue économique pur il y a là un contresens. Il trace un tableau des différentes causes auxquelles l'on a désormais coutume d'attribuer l'apparition d'un « nouveau type de chômage » : les progrès de la technologie (qui pourraient pourtant avoir des effets tout autres dans un contexte d'expansion); les fortes progressions démographiques génératrices de psychoses et de craintes. Avec une vigueur qu'il convient de saluer, l'auteur s'élève contre les tentations du « malthusianisme » d'autant plus séduisantes que l'on ne pousse guère la réflexion. Car s'il est vrai que les « travailleurs sont plus nombreux », il est non moins vrai « qu'ils doivent nourrir plus d'enfants et de vieillards ». Voici ce qu'écrit avec beaucoup de lucidité J.-Ph. Maillard : « ... L'augmentation de l'offre de travail crée par elle-même des occasions d'emploi : il y a en France des emplois potentiels en nombre très supérieur au niveau actuel de l'activité. L'effectif disponible de la population active n'est pas seulement un moyen de satisfaire à des besoins de main-d'œuvre considérés comme une donnée, la demande de travail exerce une influence directe et indirecte sur le niveau de l'offre, parce qu'une population plus nombreuse élargit le marché des biens de consommation, les occasions d'investir dans le secteur productif ou dans celui des équipements collectifs, diminue le

risque l'inflation, modifie dans un sens expansionniste les mentalités, les comportements et les institutions ».

Dans ces conditions on s'étonne que l'auteur s'accommode dans une certaine mesure de la définition du plein-emploi actuel qui, selon les textes du V<sup>e</sup> Plan, se traduit par l'admission de 300.000 chômeurs, aujourd'hui 500.000 sinon plus. Il est vrai que l'analyste admet ce chiffre en le considérant comme étant « en fonction d'un certain état du marché », non sans admettre également que dans l'hypothèse d'un accroissement de l'efficacité du dit marché le chômage pourrait diminuer avec tout ce que cela signifierait de dépenses en moins à effectuer. Estimant que le V<sup>e</sup> Plan est le premier à avoir abordé les problèmes de l'emploi sous l'angle de l'équilibre, J.-Ph. Maillard souligne l'intérêt de la mise en place des « bourses de l'emploi » pour aussitôt dénoncer ce qui fait frein dans la politique d'infléchissement de l'emploi « la nécessité de l'intervention fait du marché de l'emploi un marché — administré —, mais les exigences de l'efficacité et de la liberté excluent une gestion purement administrative ».

### Aux basques du libéralisme

C'est à ce niveau que nous butons sur l'ambiguïté dénoncée ci-dessus. Car de toute évidence la maîtrise de l'emploi ne saurait être exclusivement « administrative » au risque de ne pas être efficace. La démocratie régionale devrait jouer son rôle notamment sur ce plan, on verra ce qu'il en sera après les réformes actuellement en préparation. Mais cette réserve ne doit pas conduire à une certaine défense du libéralisme pour lequel l'auteur ne parvient pas à dissimuler son attachement. Tout le problème consisterait à ses yeux de se mettre d'accord sur le maintien, selon une dose adéquate, du « laisser-faire ». Il importerait de trouver un équilibre satisfaisant entre l'intervention et le laisser-faire et il importerait de s'y maintenir. « Ainsi, la politique de l'emploi doit tendre à améliorer le fonctionnement du marché, mais elle ne doit pas en-

traver la liberté des parties, sans laquelle il n'y aurait plus de marché. »

Paradoxalement séduction, car s'il est vrai, comme le rappelle l'auteur, qu'il y a eu échec du dirigisme rigide de l'Etat qui avait au lendemain de la guerre pris le « monopole du placement »; il n'est pas moins vrai, comme le reconnaît également l'auteur, que « le contrôle de l'emploi est un moyen de guider l'économie ». En réalité le juste milieu (entre dirigisme et libéralisme) sera toujours aléatoire et en définitive voué à l'insuccès dans la mesure même où l'on écarte toute réforme de structure porteuse de solution socialiste (2). L'aménagement sans transformation conduit toujours à l'enlisement; l'on s'étonnera que l'auteur n'en soit pas plus convaincu qu'il ne le paraît à travers son ouvrage.

Hormis cette réserve, certes de poids, on lira avec intérêt les pages relatives à la législation sur l'emploi : exposés et tableaux sont les bienvenus, ils expliquent le fonctionnement de l'UNEDIC, du Fonds National de l'Emploi, ils insistent sur le « virage de 1967 » beaucoup plus orienté vers « une infrastructure de l'emploi » que vers la protection et l'aide (mise en place de l'Agence Nationale de l'Emploi non d'ailleurs sans une certaine confusion administrative). Notons enfin la conclusion de l'auteur sur le grave problème de l'orientation professionnelle :

« En donnant plus d'importance à la sélection qu'à l'orientation, notre système de formation agit comme s'il ne devait pas y avoir d'emploi, de place, dans la société pour tout le monde, malgré 15 années de plein emploi et souvent de pénurie de main-d'œuvre. »

A lire, mais avec vigilance en cette période où la crainte et la réalité du chômage ne cessent de croître, car les tentations de la technocratie ne sont pas forcément paroles d'Évangile !

Claude GLAYMAN.

(1) Jean-Philippe Maillard : « Le nouveau marché du travail », Le Seuil. Collection « Société », 142 pages, 6 F.

(2) Relire à ce sujet les documents du Conseil National du P.S.U., organisé les 30 et 31 mars 1968, sur le thème de l'emploi.

## A lire

— PROBLEMES DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE :

— MICHEL PRADERIE : « Ni ouvriers, ni paysans, les tertiaires » - Le Seuil, coll. « Société », 144 p.

Ce titre est à lui seul un programme. Certes, oui, l'inventaire du tertiaire, c'est bien finalement une exploration de notre avenir. Mais Dieu sait les inepties que ce sujet provoque, c'est pourquoi l'auteur doit être ici doublement remercié.

— CLAUDE GRUSON : « Origine et espoirs de la planification française » - Dunod, 438 p., 35 F.

L'ancien patron de P.N.S.E.E. s'explique sur une expérience dont il faudra bien un jour que l'analyse socialiste trace le bilan, non seulement par rapport à la pratique mais également du point de vue de la recherche théorique. Autant dire que nous parlerons de ce gros ouvrage.

— STUDS TERXEL : « Chicago, carrefour de la solitude » - Fayard, coll. « Le monde sans frontières », 319 p., 26,50 F.

La technique de l'interview chère à l'auteur des « Enfants de Sanchez » est ici utilisée par un journaliste américain. Littéraire mais en même temps révélateur sur la « vie urbaine » aux U.S.A.

— « Paris et la Province » - N° 245 de la revue « La Table Ronde », 7 F.

Plusieurs textes « technocratiques ». Contribution accessible à un dossier que les prochaines semaines remettront à l'ordre du jour. Utilement complété par le numéro 138 de la revue « Architecture d'Aujourd'hui » qui fait le point sur les grands travaux de la capitale et les options qui les sous-tendent. 5, rue Bartholdi, 92 - Boulogne, 16 F.





Pour l'indépendance du petit écran

A.D.N.P.

## Télévision

# Réorganisation sans statut

Serge Dumont

Après avoir réclamé pendant plus d'un mois un nouveau statut, les personnels de l'O.R.T.F. ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel, à savoir l'obtention d'un nouveau statut donnant une réelle autonomie à l'Office.

Les élections sont venues renforcer l'ordre — ou le désordre — établi que l'on va rénover — plus ou moins superficiellement — mais sans toucher aux bases fondamentales de ce qui existait avant mai et que l'on juge sans doute satisfaisant. On se contente de peu.

En fait le travail n'a pas repris pour tout le monde, puisqu'au cœur des vacances et au profit de « révisions d'effectifs » près de 150 journalistes ont été licenciés pour fait de grève, contrairement aux promesses faites par la Direction au début de l'été. Depuis longtemps certains s'étaient inquiétés du nombre des journalistes qu'il y avait à l'Actualité Télévisée et de la mauvaise organisation du travail qui en résultait. Mais il faudrait débarquer d'une autre planète pour ne pas s'apercevoir qu'il s'agit là d'une punition politique infligée par le Pouvoir à ceux qui sont insoumis, infidèles ou trop exigeants (comme Brigitte Friang, grand reporter, qui n'a jamais caché

ses opinions gaullistes mais qui demandait trop au régime en réclamant l'indépendance de l'Office). Certains ont d'ailleurs attribué la décision de certains licenciements au Grand Maître de l'Élysée. Les journalistes ne sont pas les seules victimes de l'épuration, certains acteurs, s'ils n'ont pas été licenciés, ne sont plus employés autant qu'auparavant.

La réorganisation annoncée par le gouvernement se réduit à l'augmentation du nombre des membres du Conseil d'Administration, toujours nommés par le gouvernement. C'est dire qu'il est loin d'être minoritaire à ce Conseil, comme beaucoup le souhaitaient et comme l'avait suggéré dans les conclusions de son récent rapport sur l'O.R.T.F. la Commission spécialisée du Sénat. Le S.L.I.I. (Service de Liaison Interministériel pour l'Information) tant de fois dénoncé, va être supprimé. C'est du moins ce que M. Le Theule a annoncé. Cela empêchera-t-il la direction de l'orientation de l'information ?

Cependant, la plupart des émissions sont revenues et ont retrouvé leurs responsables. Mais elles sont revenues sous de nouveaux titres. Les mêmes producteurs associés aux mêmes réalisateurs — en général — reprennent les mêmes contenus d'émissions,

mais comme la Direction s'est vaguement rendue à l'évidence que maintenant « rien ne pouvait plus être comme avant », tout change, en surface. On change de titres. Comme Malraux a changé le visage des monuments.

Et si jamais le contenu changeait aussi, cela risque — du moins pour l'ensemble des émissions d'actualité — de ne pas aller dans le sens d'une libéralisation. Toutes les émissions d'actualité qui s'étaient développées de façon plus ou moins autonome, essayant de briser le carcan du dirigisme officiel, sont maintenant directement attachées à l'Actualité Télévisée. On se souvient de ce qu'avait déclaré au sujet de ces magazines M. André François, Directeur de la télévision : « Ces émissions jouissaient d'une liberté excessive (sic). Je ne veux plus admettre que quelqu'un fasse quelque chose qui n'entrerait pas dans un plan d'ensemble dont je suis responsable. » Cela évidemment pouvait — et peut toujours — prêter à différentes interprétations mais est pour le moins assez surprenant et inquiétant.

Les espoirs manifestés par les personnels de l'O.R.T.F. (puis par le public) en mai et juin n'ont pas été

comblés, loin s'en faut.

Certains savent — et notamment les réalisateurs, dont la Direction s'est aperçue qu'elle ne pouvait pas se passer — qu'ils peuvent avoir, selon la conjoncture politique, un pouvoir certain sur la Direction. Ils sont prêts à en user. La contestation à l'intérieur va s'organiser. Le « feu vert » donné à un certain nombre de réalisateurs pour de nouvelles émissions et l'appel fait aux réalisateurs et à diverses personnes du Service de la Recherche peuvent laisser espérer des initiatives intéressantes.

Une autre nouvelle a été rendue officielle par M. J. Le Theule, qui n'est pas de nature à augmenter le potentiel culturel des émissions — ce que le gouvernement semblait souhaiter — : la publicité de marques arrive. A grands pas. Nous l'aurons sur nos écrans dès le 1<sup>er</sup> octobre. Une autre question vient donc s'ajouter à toutes les autres qui restent posées : après l'introduction de la publicité de marques saura-t-on préserver les programmes, d'une dégradation progressive qui semble avoir été inévitable dans les autres pays qui la connaissent ? (voir l'Italie, en particulier, où les programmes « sandwichant » la publicité sont tombés à un niveau très bas). □

## Variétés

# Yves perdu et non retrouvé

Marc Echeverry

La déception est à la mesure des exigences de départ. Yves Montand était le chanteur d'une génération. Dans la salle nous étions nombreux qui espérions en le retrouvant nous retrouver. Cela ne s'est pas fait. Sans doute parce que nous mêmes n'étions plus capables de nous émouvoir aux mêmes choses.

Pour tout dire, alors que l'on avait cru que Montand était victime de la vague yé-yé, son personnage subissait en réalité les effets de la déstalinisation. Au temps où le grand Yves chantait « Quand un soldat » ou « Mon ami l'espagnol » il était le porte-parole rassurant du « progressisme » adossé au PCF. En ce temps-là, tout était simple, les bons et les mauvais étaient désignables du doigt. Yves chantait l'espoir en ignorant les ombres qui l'accompagnaient.

Elles se sont depuis épaissies. Cette rentrée qui se déroulait après mai, et après Prague, ne permettait pas de retrouver le personnage que l'on aimait tant. Seul apparaissait, l'interprète — plus grand que jamais — mais s'abritant maintenant derrière Eluard, Desnos ou Nazim Hikmet.

La silhouette à peine plus lourde, le geste épuré, la voix d'une musicalité plus profonde, Yves Montand réalise comme en se jouant, une performance extraordinaire. A ce degré d'ascèse, le côté un peu mécanique de la mise en place des chansons, qu'on lui reprochait autrefois est quasiment disparu. Mais nous ne devinons plus l'arrière-plan, l'accent rauque qui nous faisait soudain vibrer.

Il reste quelque chose qui ressemble à un spectacle parfait, où seuls les accents devenus nostalgiques de « Sanguine » créent la petite morsure qui entraîne l'émotion.

Il reste un grand monsieur qui se doit de retrouver un répertoire, à la mesure de son talent immense. A la mesure de l'attente qui s'était créée l'autre jour à l'Olympia, avant la première chanson. □

**PANTHÉON** 13, rue Victor-Cousin  
ODE. 15-04  
Permanent de 14 h. à 24 h.  
**Au feu, les pompiers**  
(Tch. V.O.)



## Cinéma

## Les gauloises en fumée

Jean-Luc Pouillaud

Il serait injuste de reprocher à Michel Cournot, cinéaste, d'avoir repris un thème qui lui tenait à cœur (celui des enfants de divorcés mis à l'Assistance Publique) puisqu'il lui avait déjà consacré un livre : « *Les enfants de la Justice* ». Il est plus inquiétant de le voir verser dans un misérabilisme teinté curieusement d'un « avant-gardisme » arbitraire et souvent plus conformiste que véritablement novateur.

La vigueur du réquisitoire social se trouve désamorcée dans la mesure où Cournot procède par accumulations : critique des méthodes d'enseignement, les élections truquées, la faim du tiers-monde, l'exploitation capitaliste... Le film tient alors du fourre-tout de la bonne pensée de gauche, sans que jamais ces éléments soient véritablement liés à la solitude de l'enfant et au drame des époux séparés. Le personnage de J.-P. Kalfon, obsédé par son enfance malheureuse, est peu convaincant avec ses allures d'« homme qui se penche sur son passé ». Et le recours aux bons sentiments n'est pas loin. Mais en même temps qu'il fait appel un peu facilement à un réalisme du sordide, faisant surgir de la misère l'humiliation, Cournot ne peut s'empêcher de contourner son postulat réa-

liste en fragmentant les scènes, en procédant à des interférences, de recomposer le réel à l'aide de panneaux canularsques ou d'éléments de décor peints, en somme de faire plus ou moins du Godard.

Mais il ne sait pas choisir et reste à mi-chemin. Il aurait fallu jouer le jeu, s'engager à fond soit dans la voie réaliste soit dans l'irréalisme. Ou alors avoir l'audace d'imbriquer et d'unir paradoxalement ces deux directions afin qu'elles se fondent en un même dessein et qu'elles ne restent pas deux choses parallèles et un peu mortes qui s'ignorent. Ceci est sensible dans le jeu des acteurs qui semblent égarés, hésitant entre le réalisme et le délire. Quant à l'enfant cabotin qui fait son numéro de petit singe, il est proprement insoutenable.

Il est dommage que ces « Gauloises bleues » partent en fumée. Ceci dit Cournot excelle dans des images d'une pesanteur désespérante. Des bois humides, des terrains vagues et des cours de ferme boueuses, des cieus sales, se dégage une authentique poésie de la grisaille et de la décomposition. Ceci ne fait que confirmer ce que nous savions déjà par ses articles : Michel Cournot est un poète.

## Théâtre

## Un roi-fou

Claude Glayman

L'ouverture du T.O.P. n'a pas failli à la règle des générales. On peut le regretter pour des animateurs qui déclarent dans leur programme « qu'à jamais ils seront marqués par les événements de mai ». On en douterait au spectacle, encore plus insupportable que naguère, de ces balladins du snobisme, minets et minettes, plumitifs en tous genres, qui hantent ce genre de réceptions. Même si un lever de rideau n'augure pas forcément de la suite, on a de quoi être surpris : à quelques centaines de mètres de Renault-Billancourt, on aurait pu au moins s'attendre à quelques innovations rompant avec les tabous habituels.

Un article ne coupera jamais l'herbe sous le pied d'un jeune animateur. Ce n'est pas une aigreur bornée qui me fait ainsi parler, mais le sentiment que le cérémonial d'un théâtre ne lui est pas extérieur. On en est plus tributaire qu'on ne veut souvent se l'avouer. Le parrainage est déjà en lui-même indication du type de récupération qui vous menacera sans cesse pour peut-être vous avaler en une insensible digestion.

Que Pierre Vielhescaze, directeur du T.O.P., commence de la sorte,

c'est la preuve qu'il choisit un certain genre de protection dont en tout état de cause il aura du mal à se défaire s'il le veut. Recul devant l'audace plus populaire que l'on reconnaît également dans l'importation qu'il fait, pour débiter, du « Charles XII » d'A. Strindberg, mise en scène de Gabriel Garran, le patron d'Aubervilliers ! Pour beaucoup d'observateurs la continuité d'Aubervilliers à Boulogne est bon signe. Quelle que soit la nouveauté des créations annoncées cette référence au passé (déjà gagné) me semble témoigner au contraire d'une peur d'innover et d'un penchant de plus en plus courant à s'installer dans une avant-garde quelque peu conventionnelle.

Ce qui ne veut pas dire que ce « Charles XII » (\*) soit dénué de qualités, on y retrouve au contraire le meilleur de la patte de Garran : délicatesse, discrétion, pudeur du sentiment, authenticité de la tranche de vie (le dispositif d'A. Acquart s'emboîte merveilleusement bien sur la large scène du T.O.P.). Toutefois le principal défaut de Garran, son espèce d'indolence, une mollesse due à de fragiles velléités, ne parvient pas à toujours imposer une pièce volon-



Boulogne parrainé par Garran

Elie Kagan

tier discutable. Ici Strindberg n'est pas Shakespeare, la psychanalyse d'un « grand » n'est attachante qu'à la mesure de l'intérêt qu'elle suscite. D'autant que le parti-pris historique de Garran est à la fois souvent impuissant, erroné et peu conforme à ce qui paraît être le texte de l'auteur. La prodigieuse interprétation de Jean Martin est, elle aussi, victime de ce déséquilibre entre l'historique et le psychologique, de plus l'acteur ne peut écarter l'influence du théâtre

moderne de l'absurde et du larvaire dont il est un interprète privilégié (Beckett, Vauthier, etc.). Au total le moins responsable c'est Garran, ensuite vient Strindberg, alors que l'on attend non sans crainte les lendemains de Vielhescaze, désormais son propre maître et le vrai responsable. En bien ou en mal de la culture à Boulogne !

(\*) « Charles XII », d'A. Strindberg. TOP « Théâtre de l'Ouest Parisien », Boulogne. Tél. 408-48-40 - 604-16-49. 60, rue de la Belle-Feville.

## Concert

## Un grand interprète

Bernard Sizaïre

La salle Pleyel était trop petite pour contenir tous les « aficionados » de Dietrich Fischer-Dieskau qui s'affirme, depuis quinze ans comme le meilleur interprète de « lieder » de notre époque. Aux mélomanes qui font la petite bouche devant la musique vocale et pour qui la mélodie n'est qu'un art de salon pâle et frelaté, je conseille d'assister à un concert Fischer-Dieskau. Il faut avoir vu ce colosse inspiré de 43 ans, dont le maintien, la stature et la puissance dramatique constituent un spectacle étonnant. Il faut surtout entendre cette voix unique par sa couleur, sa puissance et son étendue. On imagine alors Schubert et Beethoven écrivant d'autres mélodies, encore plus riches, plus complexes et plus violentes accordées aux capacités incomparables du chanteur.

Ajoutons que l'artiste est exigeant. Il a su dès le début de sa carrière, imposer des concerts cohérents, en

réaction contre ces récitals éclectiques où Mozart, Liszt et Fauré n'avaient d'autre raison que d'illustrer la variété des dons des interprètes. Fischer-Dieskau, refusant d'être le caméléon du lied, concentre l'attention des auditeurs sur un cycle, un thème ou un musicien.

C'est Goethe qu'il honora cette année. « Ne lisez pas mes vers, chantez-les » disait le poète. On a entendu comment, des contemporains de Mozart à Richard Strauss disparu il y a moins de vingt ans, douze compositeurs ont reproduit musicalement les intentions poétiques du plus grand écrivain allemand.

Schubert une fois de plus est apparu comme celui qui sut le mieux synthétiser les origines populaires et savantes de la poésie allemande, en gommant ce que le folklore goethéen peut avoir d'un peu trop condescendant.



## Le mouvement de Sochaux

### La journée du 11 Juin

Le 11 juin au soir, Paris se hérissait de barricades. Un cri de désespoir monte vers le ciel. Ils ont tué nos camarades. Gilles Tautain à Flins hier, Pierre Beylot à Sochaux ce matin, les premières victimes du Mouvement, pourtant déjà sur son déclin. Que n'a-t-on pas écrit sur ces drames ! La bourgeoisie cyniquement s'inquiète et, par Ferniot interposé et *France-Soir* sévissant, s'en prend à « ceux qui soufflent sur les braises », à ces « pèlerins d'un absolu catastrophique », à ces groupes de jeunes dont l'action « met chaque citoyen en état d'insécurité permanente » et « installe l'illégalité et la déviation de l'esprit public ». Chacun sait en effet qu'à Flins, il y a quelques jours, on a vu des ouvriers tranquilles, disciplinés, conduits par des dirigeants sages, ayant le sens des responsabilités, aux prises avec des personnages louches, bizarres, qui rappellent brusquement de tous les côtés, contre la volonté des ouvriers, et qui cherchent à tout prix à semer le trouble, obéissant à de mystérieux mots d'ordre. Et n'est-il pas vrai qu'au même moment où nous criions notre colère dans un Paris surchauffé, ces jeunes, venus de Besançon, abattus dès le matin sur la tranquille petite cité du Pays de Montbéliard, après avoir démontré tout au long de la journée leur technique de la guerre subversive, se livrent au pillage du Cercle Hôtel Peugeot ? Mais si, c'est *France-Soir* qui vous le dit.

Certes, nous savons bien que ce ne sont pas ces « marcellinades » avant la lettre qui feront demain l'histoire du Mouvement de Mai. Mais ces mauvais romans policiers ont été suffisamment répandus pour que *Tribune Socialiste* ait jugé nécessaire d'ouvrir pour ses lecteurs une étude documentée sur ce qui s'est réellement passé à Sochaux. Nous avons donc interrogé l'un des témoins directs des événements, Georges Minazzi, Secrétaire adjoint du syndicat C.G.T. des Automobiles Peugeot.

#### Les deux phases du conflit

T. S. — *La veille de l'arrivée des forces de police, le travail avait repris après trois semaines de grève. Est-ce qu'on peut dire que le conflit à Sochaux a connu deux phases et que la journée du 11 a été une sorte de plaque tournante ?*

Georges Minazzi. — Oui, le conflit a changé de forme ce jour-là. Depuis le 20 mai, nous étions en grève avec occupation des usines. Pendant ce temps-là, il y avait un ensemble de discussions : Grenelle à Paris, à Belfort au niveau de la chambre patronale régionale dans le cadre des con-

ventions collectives, au niveau de l'entreprise avec la direction Peugeot. Pratiquement rien ne peut être obtenu au-delà de Grenelle. Les syndicats organisent alors hâtivement une consultation du personnel au bulletin secret après un meeting d'information.

Le vote, organisé le 9 juin, voit se dégager une majorité de 49 voix pour la reprise. 5.000 personnes ont voté sur un effectif de 25.000. Les syndicats à ce moment-là sont partagés : la C.G.T. et F.O. acceptent de verdict du vote, compte tenu de la faible participation aux piquets de grève depuis le début du conflit. La C.F.D.T. était pour la continuation de la grève mais se range à l'avis des autres confédérations. Mais, immédiatement, une grosse difficulté survient. Plusieurs centaines de travailleurs des piquets de grève refusent l'option des syndicats. Néanmoins, dans la soirée, l'usine est évacuée et le 10 juin, la reprise du travail s'effectue normalement à 4 heures du matin. Cependant, le mécontentement se manifeste dès 8 heures à l'usine de carrosserie : délégation à la direction d'abord, débrayage de plusieurs ateliers après ; à 11 heures, un meeting rassemble plus d'un millier de travailleurs. Après de multiples discussions, la réoccupation de l'usine est décidée dans l'après-midi et le comité de grève reprend son poste le soir même.

Cependant, la direction fait annoncer par radio que l'usine travaillera le lendemain et met en route son service de cars pour l'équipe qui prend le travail à 4 heures du matin.

T. S. — *Qu'est-ce qu'a donc été cette journée du 11 dont tout le monde a parlé sans savoir exactement ce qui s'était passé ?*

G. M. — Elle a commencé vers les 3 heures du matin suivant la méthode classique : arrivée massive des gendarmes mobiles au Nord, des C.R.S. au Sud. Attaque des C.R.S. qui veulent déloger les piquets de grève. Résistance déterminée des grévistes. Matraquages, grenades. Barricades dressées par les grévistes à chaque extrémité de la grande route qui coupe les usines. Charges incessantes et extrêmement dures des 300 policiers engagés. J'ai vu moi-même l'un des blessés graves de la première heure. Il avait la jambe sectionnée par une grenade au-dessus de la cheville, on aurait dit une branche d'arbre cassée. Que de telles armes soient utilisées contre les travailleurs a paru inadmissible et à peine croyable dans notre région où jamais on n'avait vu se dérouler de tels événements. Oui, l'affaire était vraiment très dure quand, vers 4 heures, sont arrivés les cars des ouvriers qui venaient travailler. Ils se sont trouvés « bousculés » sans avoir eu le temps de comprendre ce qui arrivait.



Pour servir l'histoire de Mai

D.R.

#### La colère populaire

Vers 7 heures, un cortège s'est formé pour se rendre à la sous-préfecture réclamer le départ immédiat des forces de police. Le Sous-Préfet était débordé, il avait reçu des ordres du Ministère, l'appel venait de la direction Peugeot, toute la matinée, le maire fédéré de Montbéliard tentait des missions de conciliation, rien n'y fit. Il n'y avait plus d'autorité dans la région. La colère populaire montait. Au retour, un sévère accrochage a lieu avec les C.R.S. postés devant une porte d'usine. Qui a lancé la première pierre ou la première grenade ? Toujours est-il que les C.R.S., se voyant débordés, perdent leur sang-froid. Des balles sont tirées, Pierre Beylot est tué, deux autres travailleurs sont touchés par balles. A partir de ce moment, l'engrenage explosif est créé : cailloux, grenades, charges... Les blessés s'alignent sans arrêt. Vers 18 heures, Henri Blanchet est tué à son tour. Les circonstances mal définies permettent cependant d'établir sans équivoque que l'explosion d'une grenade projeta un morceau de pierre à la tête de notre camarade qui culbuta en arrière. On ne sait ce qui a été le plus grave, du morceau de pierre ou de la chute, le copain est mort à l'hôpital.

T. S. — *Vous avez dû tirer un bilan de cette journée et du conflit en général. Qu'en est-il ?*

G. M. — Sur le plan du bilan physique, si je puis dire : deux morts, deux amputés d'un pied à la suite de l'explosion des grenades, une vingtaine d'hospitalisés assez graves, blessés par des éclats et des balles, une centaine de blessés légers soignés à l'hôpital. Une clause particulière a été obtenue pour les victimes : pour

les veuves, application de l'accord-maison qui prévoit le versement de trois années de salaire en cas de décès par accident du travail, le versement sera fait par assimilation ; garantie de réembauche des autres blessés ; aucune sanction pour fait de grève pour l'ensemble des travailleurs.

Sur le plan des revendications, il a fallu aller jusqu'au 19 juin pour obtenir un certain nombre de choses : calendrier pour la réduction du temps de travail, paiement de tous les jours de grève à 50 % environ, garanties pour le droit syndical, reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, augmentation des salaires allant de 12 à 14 %.

#### Le prix de l'abandon

Plus profondément, la conclusion qui peut être tirée, c'est que la direction Peugeot, avec la complicité du Pouvoir, a voulu tenter une grande manœuvre pour briser la combativité des travailleurs les plus engagés, la manœuvre a coûté cher. En effet, le retrait des forces de police dans la soirée du 11 n'a été obtenue qu'à condition que l'usine soit fermée et que des négociations directes s'ouvrent entre la direction et les syndicats. Et effectivement, dès le lendemain, l'usine était fermée et il n'y avait plus de piquet de grève. Sans doute, ce compromis était-il nécessaire, sans doute la tension était telle et la colère des travailleurs si grande qu'il fallait à tout prix obtenir le départ des forces de police, sinon la nuit aurait été un véritable massacre. Mais l'autorité des organisations syndicales n'a-t-elle pas disparu dans cette lutte ? □

(Propos recueillis par Philippe Laubreaux)